



HAL
open science

QUELLES “ ARMÉES SECRÈTES ” DE L’OTAN ? Rapport de recherche #18

Gérald Arboit

► **To cite this version:**

Gérald Arboit. QUELLES “ ARMÉES SECRÈTES ” DE L’OTAN ? Rapport de recherche #18. [Rapport de recherche] 18, Centre français de recherche sur le renseignement. 2016, pp.40. hal-01310326

HAL Id: hal-01310326

<https://hal.science/hal-01310326>

Submitted on 2 May 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

QUELLES « ARMÉES SECRÈTES » DE L'OTAN ? GÉRALD ARBOIT

Rapport de recherche #18
Mai 2016



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Docteur habilité en histoire des relations internationales contemporaines, ancien boursier du ministère luxembourgeois de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, **Gérald ARBOIT** est directeur de recherche au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).

Ancien auditeur de l'IHEDN, il est également expert auprès du Conseil de l'Europe (Strasbourg), après avoir coordonné un projet de manuel d'histoire partagée méditerranéenne pour le compte du ministère des Affaires étrangères dans le cadre des Etats généraux culturels méditerranéens (Marseille).

Enseignant dans différentes universités françaises, Gérald Arboit est l'auteur de treize ouvrages et de nombreux articles historiques et géopolitiques sur le monde arabe, l'histoire du renseignement et la diplomatie pontificale publiés en France, au Luxembourg et en Grande-Bretagne.

Il intervient régulièrement dans les médias français et internationaux afin de commenter les sujets liés au renseignement.

AUTHOR'S PRESENTATION

*PhD in Contemporary History and International Relations, a former auditor with the National Defence Institute of Higher Education (IHEDN), **Gérald ARBOIT** is director of research at the French Center for Intelligence Research (CF2R) and teaches at various French universities (Colmar, Strasbourg, Metz).*

His fields of research include the historical study of intelligence. Gérald Arboit is above all specialised in the French and European intelligence services (Britain, Italy, Luxembourg).

Between 2002 and 2010, Gérald Arboit worked as an international consultant to a range of institutions (Council of Europe, French Ministry of Foreign Affairs) and designed and helmed a project on Mediterranean history.

Gérald Arboit is the author of thirteen books and more than 200 historical and geographical articles on the history of intelligence, the Arab World, and Vatican diplomacy, that have been published in France, Luxembourg and in Britain.

He is a frequent contributor to French and international media on Intelligence history.

QUELLES « ARMÉES SECRÈTES DE L'OTAN ? »

Pour la première fois, une étude se penche sur les soi-disant « armées secrètes de l'OTAN », explicitant la notion même de *Stay-Behind* et mettant en lumière leur architecture de coopération. Elle remet en cause de la « criminalisation » des *Stay-Behind* en cours depuis les années 1990, résultant de l'extrême confusion existant dans l'opinion publique sur ces structures établies au sortir de la Seconde Guerre mondiale et de la méconnaissance du fonctionnement de l'OTAN et de ses capacités de renseignement.

La difficulté à comprendre la notion de *Stay-Behind* résulte en fait des conditions de la révélation du réseau italien, laquelle a donné lieu à diverses études journalistiques montrant la collusion de ces réseaux avec l'extrême-droite.

Or, aussi séduisante qu'elle put paraître, cette réalité n'a jamais existé. Afin de comprendre ces structures clandestines il convient d'abord de prendre en compte les contingences géopolitiques de l'Europe occidentale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Les *Stay-Behind* sont une solution issue du retour d'expérience des états-majors européens de ce conflit. Ainsi apparut d'abord un modèle britannico-français en Europe du Nord-Ouest, dont les finalités étaient d'abord le renseignement et l'infiltration/exfiltration d'agents, davantage que le sabotage ou la guérilla. Il était différent de celui que les Américains développèrent en Allemagne et en Italie, plus tourné vers l'action.

Une tentative de concilier ces deux concepts fut tentée dans le cadre du Comité clandestin de planning - structure réunissant les services de renseignement de l'OTAN - mais n'aboutit pas, ce qui invalide l'idée d'« armées secrètes de l'OTAN ». En effet, les États concernés se trouvaient dans des situations géographiques différentes et étaient confrontés à des contingences politiques nationales spécifiques.

Ils firent donc selon leurs moyens et leur volonté, ce qui limita la coordination au niveau de l'OTAN des services de renseignement impliqués dans le programme *Stay-Behind*.

C'est au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et non de l'OTAN que les services de renseignement de Grande-Bretagne, de France, du Benelux et de Scandinavie camouflèrent le Comité clandestin de l'Union occidentale. Cette instance n'était pas destinée à coordonner mais à accompagner les *Stay-Behind* dans leur constitution.

Les États-Unis y obtinrent un strapontin, mais ils gèrent les réseaux qu'ils mirent en place en Allemagne et en Italie d'une manière différente, afin de répondre à leurs propres objectifs. Au sein de l'OTAN, ils cherchèrent bien à faire du Comité clandestin de planning une instance coordinatrice, mais les services de renseignement d'Europe du Nord-Ouest leur opposèrent un *Allied Coordination Committee* dont le but se limita à l'échange de bonnes pratiques en matière de *Stay-Behind* entre les États membres.

S'ils parvinrent à préserver le concept initial combinant renseignement, infiltration/exfiltration et action, ils ne purent toutefois empêcher l'OTAN d'évoluer vers un autre concept, celui des forces spéciales.

Cette mutation s'expliquait par l'influence croissante des Américains dans l'organisation militaire intégrée et leur volonté de préparer la lutte contre le Pacte de Varsovie. Mais cette évolution ne concerna toujours pas le Royaume-Uni, la France, le Bénélux et les États scandinaves.

Ces pays furent toutefois affectés par la baisse des fonds américains au programme *Stay-Behind* à partir de 1965. Et ils eurent à subir les affres des révélations, d'abord par l'espionnage soviétique, puis par les médias, lesquelles, contribuèrent à la mécompréhension du concept *Stay-Behind*.

EXECUTIVE SUMMARY

THE TRUTH BEHIND « NATO'S SECRET ARMIES »

For the first time, research shall focus on NATO'S so-called « secret armies », and explain the notion of the Stay-Behind networks by shedding light on the architecture of cooperation that supported those networks. The study highlights the ongoing « criminalization » of the Stay-Behind networks since the 1990s, in part a result of the extreme confusion in public opinion about these structures established at the end of World War II, and the lack of knowledge of how NATO operates as well as its intelligence capabilities.

The difficulty in understanding the notion of the Stay-Behind networks results from the way revelations about the Italian network were released, leading to a series of press investigations that purported to show the collusion of these networks with the Italian far-right. Such a story was an attractive explanation, but it was far from the truth. Indeed, there never was any such collusion. In order to understand these clandestine structures, one must first take into account the geopolitical contingencies that existed at the end of the Second World War.

The Stay-Behind networks were first a solution that emerged from the lessons learnt by the European Chiefs of Staff during the conflict. Accordingly, a French-British model appeared in North Western Europe, aimed at intelligence work and the infiltration/exfiltration of agents, rather than any attempts at sabotage or guerilla warfare. It was quite different from the networks developed by the Americans in Germany and Italy that were more action-oriented. An attempt to combine the two concepts was made by the Clandestine Planning Committee, a structure that brought together the intelligence services of NATO but it did not succeed; this failure invalidates somewhat the idea of "NATO's secret armies". Indeed, the states concerned found themselves in very different geographical situations and were confronted with specific national political contingencies.

They thus took action according to their means and their objectives, which restricted NATO-level coordination between the intelligence services involved in the Stay-Behind networks. ,

It was at the heart of the Western European Union (WEU) and not NATO that the intelligence services of Great Britain, France, Benelux and Scandinavia hid the existence of the Western Union Clandestine Committee. This body was not aimed at coordinating but rather supporting the establishment of Stay-Behind networks. The United States received a makeshift role, but they continued to run networks they had founded in Germany and Italy in their own way, that served US objectives.

At the heart of NATO, they sought to turn the Clandestine Committee into a coordination center, but the intelligence services of Northern and Western Europe in return presented an Allied Coordination Committee, aimed at exchanging best practices with regard to member state Stay-Behind networks.

Though they managed to preserve the initial concept that combined intelligence, infiltration/exfiltration and action, they however failed to stop NATO from developing a new concept, that of the Special Forces. This shift can be explained by the growing influence of the Americans within the integrated military organization and their desire to prepare the fight against the Warsaw Pact. But this evolution would not always be of concern for the United Kingdom, France, Benelux and the Scandinavian countries.

These countries were to be impacted by the reduction in US funding for the Stay-Behind program as of 1965 and they would have to undergo the consequences of the revelations, first revealed by Soviet spies, then by the media, that would lead to the gross misunderstandings surrounding the Stay-Behind concept.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
1. QU'EST-CE QU'UN RÉSEAU <i>STAY-BEHIND</i>	7
Les erreurs paradigmatiques initiales	7
L'Europe des <i>Stay-Behind</i>	10
2. COMMENT ÉTAIENT COORDONNÉS LES RÉSEAUX <i>STAY-BEHIND</i>	14
Une coordination, et non une subordination, anglo-américaine	14
Une coordination de l'OTAN, vraiment ?	20
3. LES LIMITES DE LA COORDINATION DE L'OTAN	26
Une mutation conceptuelle	26
Les scandales de la révélation	30
CONCLUSION	36

INTRODUCTION

Depuis la révélation du scandale Gladio, par le président du Conseil italien, Giulio Andreotti, le 24 octobre 1990, que n'a-t-on entendu sur les prétendues « armées secrètes de l'OTAN » ? Un livre éponyme, écrit dès 2005 par un jeune universitaire suisse, Daniele Ganser, a donné corps à ce qui est rapidement devenu un double concept totalement dénué de contenance. Ainsi a-t-il voulu raconter :

« comment, après la Seconde Guerre mondiale, la CIA et le MI-6 britannique mirent en place des armées secrètes anti-communistes dans tous les pays d'Europe de l'Ouest, et par quels processus ces réseaux Stay-Behind de l'OTAN s'allièrent dans certains pays à des groupes terroristes d'extrême-droite, avec des conséquences particulièrement tragiques ».

Cette présentation de l'éditeur de la version française¹ – une maison dont le catalogue offre une belle collection d'auteurs adeptes de la théorie du complot (Webster G. Tarpley, Thierry Meyssan notamment) – résume bien la pensée du chercheur suisse, au point qu'elle a été reprise sans critique aucune par les médias du monde entier, à la suite de la découverte de ces réseaux en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse, en Espagne, au Portugal, en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark, en Norvège, en Suède, en Finlande, en Italie, en Autriche, en Grèce et en Turquie, et fait depuis les beaux jours des pages Internet et des blogs.

Pour les médias du monde entier, les révélations de 1990 étaient simplement le « secret politico-militaire le mieux gardé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale² », avec cet avantage, en matière de *Story Telling*, que « L'histoire sembl[ait] tout droit sortie des pages d'un thriller politique³ ». Il ne manquait plus qu'un auteur, puisque le public était acquis à ses propos...

Pour autant, la démonstration de l'existence des « armées secrètes de l'OTAN » n'est pas faite. La volonté manifeste de faire des États-Unis et de la CIA les maîtres d'œuvre des « attentats de la gare de Bologne, de la Piazza Fontana, [d]es attaques des tueurs fous du Brabant, [de] l'enlèvement et [de] l'assassinat d'Aldo Moro », pour reprendre la présentation du livre français de Daniele Ganser, empêcha de se concentrer sur la réalité de ces réseaux *Stay-Behind* et de leur gestation et, ce faisant, de leur coordination internationale.

Aux yeux d'une opinion publique européenne informée par la seule « vérité » médiatique, le modèle italien, popularisé en Europe sous l'appellation *Gladio*, est devenu l'archétype de ces réseaux, avec ses déviances péninsulaires. Il s'est même imposé dans l'espace public, ainsi que le démontrent clairement les débats d'un procès au Grand-duché de Luxembourg. Censé faire toute la lumière sur la série d'attentats qui se sont déroulés entre le 30 mai 1984 et le 25 mars 1986, et sur les lenteurs policières à rechercher le poseur de bombes (*Bommeleer* en Luxembourgeois⁴), il s'est ouvert le 25 mars 2013 et a immédiatement mis en cause le *Stay-Behind* luxembourgeois, rendu responsable aux yeux de la partie civile. Et sur quoi s'appuyait-elle pour étayer sa thèse ? Sur le livre de Daniele Ganser⁵.

Cette criminalisation donne le ton quant à la perception de l'action des services occidentaux de renseignement pendant la Guerre froide. Elle témoigne aussi de l'extrême confusion existant dans l'opinion publique sur ces structures établies au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Celle-ci porte autant sur la notion même de *Stay-Behind* que sur la compréhension de son architecture de coopération. Elle souligne aussi une méconnaissance du fonctionnement de l'OTAN et de ses capacités de renseignement.

¹ *Les armées secrètes de l'OTAN, Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest, Plogastel Saint-Germain, Demi-Lune, 2007, 1re édition Nato's Secret Armies: Operation Gladio and Terrorism in Western Europe, Londres, Franck Cass, 2004.*

² *The Observer*, 18 novembre 1990.

³ *The Times*, 19 novembre 1990.

⁴ Steve Remesch, Eric Hamus, *Et war net keen. Das Buch zum Bommeleer-Prozess [Rien n'était clair. Le livre sur le procès des poseurs de bombe]*, Luxembourg, Saint-Paul, 2013.

⁵ Olivier Landini, « La défense plaide Stay Behind », *Le Quotidien du 28 février 2013*. Cf. Laurent Graaff, « Der Staat könnte involviert sein », *Revue. De magazin fir lëtzebuerg*, 18 février 2013.

1. QU'EST-CE QU'UN RÉSEAU *STAY-BEHIND* ?

La difficulté à comprendre la notion de *Stay-Behind* résulte en fait des conditions initiales de la révélation du réseau italien, d'abord sur la scène politique transalpine, puis au travers des diverses études journalistiques montrant la collusion de ces réseaux, toujours en Italie, avec l'extrême-droite. Cette erreur conceptuelle initiale empêcha de comprendre les conditions réelles de leur mise en place, tant idéologiques (stratégiques) que pratiques (renseignement), comme la façon dont s'articulait une telle structure.

LES ERREURS PARADIGMATIQUES INITIALES

Le film d'Allan Francovich (1992), laissant pour la première fois la parole aux témoins¹, baptisa pour l'opinion publique mondiale les réseaux *Stay-Behind*. En leur confiant comme nom générique *Gladio*, l'enquête journalistique britannique introduisait un biais paradigmatique qui laissait penser à une unité d'organisation, et donc de commandement ; comme il s'agissait du contexte de la Guerre froide, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), de par sa nature politico-militaire, était une cible toute désignée. En outre, elle induisit cette confusion fascisante au travers l'utilisation des souvenirs du vrai officier du renseignement, le *Cold Warrior* belge André Moyen, et du témoignage frelaté du faux agent de la CIA, Oswald LeWinter, comme des révélations du terroriste fasciste Vincenzo Vinciguerra. Les études suivantes² reprirent cette collusion du principe du *Stay-Behind* et de l'extrême-droite. S'il est vrai que les réseaux ne recrutèrent pas à l'extrême-gauche, il est faux d'affirmer qu'ils le firent uniquement à l'autre bord du spectre politique. La question centrale était l'anticommunisme, ce qui laissait de la place pour les opinions les plus diverses, sachant que, par principe, les membres de ces réseaux devaient s'abstenir de toute démonstration trop voyante. En effet, ces hommes formaient l'architecture de la future résistance devant entrer en action une fois que les Soviétiques auraient envahi l'Europe occidentale. Un affichage trop voyant de leur anticommunisme, en militant par exemple à l'extrême-droite, les aurait menés directement en prison dès les minutes suivant l'invasion. Pas vraiment utile pour former une résistance !

Pourtant, cette nécessité surpassait tout... du moins au début de l'histoire des *Stay-Behind*. Il convient en effet de dissocier deux époques distinctes.

La première correspond à la phase la plus opérationnelle de ces réseaux, c'est-à-dire au moment où ils répondaient le mieux au besoin pour lesquels ils furent créés. S'ensuit une seconde période, marquée par le rattrapage de ces réseaux par les réalités locales de leurs pays.

Dater chronologiquement ces deux moments est plus délicat dans la mesure où les divers réseaux furent créés, puis évoluèrent à des rythmes différents. Si tous disparurent officiellement entre octobre 1990 et juillet 1995, - date de l'inauguration de la nouvelle galerie de l'*Imperial War Museum* de Lambeth Road, à Londres, consacrée à la « *Secret War* » de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide³ -, il en allait autrement de la création de ces différents réseaux.

Cette étape a généralement été négligée par les auteurs qui suivirent Francovich, parce qu'elle ne convenait pas au schéma impliquant la CIA.

Or, la planification des réseaux *Stay-Behind* ne devait rien à l'imaginative agence américaine, mais tout aux services britanniques. Aussi ne datait-elle pas du *National Security Act* du 26 juillet 1947, mais de la décision du chef de l'*Imperial General Staff*, le maréchal Sir Alan Brooke, de voir dans l'Union soviétique le prochain ennemi... dès septembre 1943. Au plus haut niveau de la réflexion stratégique britannique, influencée par les diplomates du *Foreign Office*, les *Post Hostilities Planners* n'adhérèrent à cette idée qu'en juillet 1944, leur hostilité envers l'Union soviétique se renforçant pendant tout l'été qui voyait la libération d'une majeure partie de l'Europe occidentale occupée par l'Allemagne nazie. Cette crainte était également partagée par les militaires américains, comme le général Douglas MacArthur, commandant suprême des forces alliées dans le Pacifique Sud-Ouest.

¹ Des Italiens, le chef de la loge Propaganda Due, Licio Gelli, le fasciste Vincenzo Vinciguerra, le juge vénitien Felice Casson, le commandant du *Stay-Behind*, le général Gerardo Serravalle ; des Belges, le sénateur Roger Lallemand, l'ancien directeur adjoint du Service général de renseignement/Service de documentation, de recherche et d'action (SGR/SDRA) André Moyen, le gendarme Martial Lekue ; un Américain, l'ancien directeur de la CIA William Colby et le théoricien conspirationniste australien Oswald LeWinter...

² Jan Willems, *Gladio*, Bruxelles, EPO, 1991 ; Hugo Gijssels, *Network Gladio*, Louvain, Utgeverij Kritak, 1991 ; Leo Müller, *Gladio. Das Erbe des Kalten Krieges. Der NATO Geheimbund und sein deutscher Vorläufer*, Hambourg, Rowohlt, 1991, Jean-François Brozou-Gentile, *L'Affaire Gladio. Les réseaux secrets américains au cœur du terrorisme en Europe*, Paris, Albin Michel, 1994 ; Ronald Bye, Finn Sjøe, *Norges Hemmelige Haer. Historien om Stay Behind*, Oslo, Tiden Norsk Verlag, 1995 ; William Blum, *Killing Hope. US military and CIA interventions since World War II*, Maine, Common Courage press, 1995 ; Emanuele Bettini, *Gladio. La repubblica parallela*, Milan, Ediesse, 1996 ; Jens Mecklenburg, *Gladio. Die geheime terrororganisation der Nato*, Berlin, Elefant Press, 1997 ; Fulvio Martini, *Nome in codice : Ulisse*, Milan, Rizzoli, 1999 ; Daniele Ganser, *op. cit.* ; Richard Cottrell, *Gladio, NATO's Dagger at the Heart of Europe. The Pentagon-Nazi-Mafia Terror Axis*, San Diego, Progressive Press, 2012...

³ *Imperial War Museum. Secret War Exhibition*, <http://www.culture24.org.uk/history-and-heritage/war-and-conflict/modern-conflict/tra14024>.

L'évolution de cet état d'esprit fut néanmoins transmise à la partie adverse presque en temps réel par les canaux que les services soviétiques s'étaient ménagés à l'ambassade britannique de Washington, où était affecté l'agent soviétique Donald McLean, et dans les gouvernements d'Ottawa et de Cambera¹.

La victoire des militaires sembla totale lorsque, le 22 mai 1945, le Premier ministre Winston Churchill ordonna de planifier l'« élimination de la Russie », c'est-à-dire la poursuite de la guerre mondiale, qui continuait encore en Extrême-Orient, jusqu'à la disparition de cet autre totalitarisme qu'était le communisme soviétique². Evidemment, même Brooke ne put être qu'horrorifié par une telle issue. Le 31 mai, il insista pour que fussent plutôt recherchées des solutions permettant de protéger la Grande-Bretagne d'une occupation de la France et des Pays-Bas par les troupes soviétiques. Churchill en convint et demanda une réorientation de la planification militaire dans cette direction³. S'ensuivit un bras de fer entre le *Special Operations Executive* (SOE), le service créé par Churchill pour soutenir les divers mouvements de résistance, et les chefs d'état-major des trois armes. Le SOE proposa, le 22 novembre 1945, de :

« créer une organisation capable de se déployer rapidement en cas de guerre (...). Afin de mettre en place ces missions, le SOE a accordé la priorité aux pays les plus susceptibles d'être envahis dans les premières phases d'un conflit avec la Russie, mais n'étant pas aujourd'hui sous domination russe ».

Dans l'esprit du SOE, il s'agissait d'abord de l'Allemagne et de l'Autriche⁴, mais aussi de la France et des Pays-Bas. Pourtant, dix jours plus tard, le 2 décembre suivant, Brooke signifia que les mesures décidées par les chefs d'état-major n'avaient « aucun besoin d'activité du SOE en Allemagne et en Autriche, ou dans un aucun autre pays d'Europe »⁵.

Dans le bras de fer de Brooke et des chefs d'état-major avec le SOE, le *Foreign Office* ne resta pas sans réagir. Dès novembre 1944, son secrétaire, Anthony Eden, anticipa la démission de Lord Roundell Palmer Selborne, ministre de la Guerre économique, qui avait la tutelle des activités du SOE.

Comme il était déjà responsable du *Secret Intelligence Service* (SIS), le service de renseignement, Eden revendiqua le transfert vers ce service des unités clandestines dissoutes. La méfiance de Brooke et de ses collègues de l'état-major amena Churchill à demander à Selborne de prolonger son mandat. Le changement de majorité électorale se solda par une remise en question de cet équilibre. Le nouveau secrétaire au Foreign Office, Ernest Bevin, ne s'embarassa pas de tels scrupules et décida, le 21 août 1945, la dissolution du SOE⁶.

À partir du 15 janvier 1946, les opérations spéciales incombèrent au SIS, qui ne disposait aucunement des compétences pour cela. Stewart Menzies, le directeur du SIS, avait même une conception minimaliste « quant à l'échelle des opérations SOE qu'il envisage[ait] »⁷.

Il n'en affirma pas moins aux chefs d'état-major que ses hommes « étaient dans des pays étrangers et employaient des agents, réduisant considérablement le temps nécessaire pour échafauder un mouvement de résistance si et quand nécessaire⁸ ».

Le principe des *Stay-Behind* découla de cette assurance de Menzies. Il s'inspira des *Auxiliary Units* échafaudées à la veille de la Seconde Guerre mondiale par le SIS et les chefs d'état-major⁹. Le Directorate of War Planning du SIS proposa ainsi de :

« recruter des groupes "Stay Behind" dans les territoires à risque en cas de d'offensive générale communiste (...). Les groupes "Stay Behind" et les structures de résistance devraient rester inactifs jusqu'au déclenchement de la guerre, comme mesure préparatoire destinée à éviter la précipitation du recrutement de partisans en 1940-1941 après l'effondrement des armées alliées en Europe »¹⁰.

Une démonstration de sa mise en œuvre était perceptible dans l'enquête entreprise par les Renseignements généraux de la Préfecture de police de Paris (RGPP), en février 1947. Incidemment, le commissaire Lucien Loupias et l'inspecteur Valentin, avaient appris la création d'un mouvement destiné à intervenir militairement en cas de putsch communiste. Après avoir enquêté plus avant, ils purent affirmer qu'il s'agissait d'un véritable « Maquis noir » se mettant en place en Bretagne¹¹.

¹ Richard J. Aldrich, *The Hidden Hand. Britain, America and Cold War Secret Intelligence*, Londres, John Murray, 2002, p. 43-63.

² *The National Archives (TNA)*, Kew, CAB 120/691, *Operation Unthinkable*.

³ *Ibid.*, Churchill à Ismay, 10 juin 1945.

⁴ *Ibid.*, CAB 80/98.

⁵ *Ibid.*, HS 8/332.

⁶ *Ibid.*, PREM 8/107.

⁷ *Ibid.*, AIR 75/116, Slessor à Robb, 21 janvier 1948.

⁸ *Ibid.*, AIR 19/816, COS(46), 12e réunion (1), 23 janvier 1946.

⁹ *Ibid.*, CAB 103/183, Hubback à Wells, 7 novembre 1947 ; Elie Tenenbaum, *Une odyssée irrégulière. La circulation des savoirs stratégiques irréguliers en Occident de 1941 à 1976 (France, Grande-Bretagne, États-Unis)*, Doctorat, Histoire contemporaine, IEP Paris, 2015, p. 57-60.

¹⁰ Philip H. J. Davies, « From special operations to special political action: The "rump SOE" and SIS post-war covert action capability 1945-1977 », *Intelligence and National Security*, 15/3, 2000, p. 61-62.

¹¹ Archives de Paris (AP), 1028 W 6, Note pour le directeur général de la Sûreté nationale, 20 juin 1947.

Ainsi se noua le complot Vulpian, plus connu comme le « Plan bleu », dévoilé dans la presse par le ministre français de l'Intérieur, Edouard Depreux, le 30 juin suivant¹.

Trop heureux de se repaître d'un nouveau complot fasciste d'essence cagoularde, « composé de combattants d'extrême-droite, de collaborateurs de Vichy et de monarchistes », ni la presse, ni le ministre ne s'interrogèrent sur les véritables origines de ce mouvement.

Les Renseignements généraux venaient de mettre au jour le premier réseau *Stay-Behind* de la Guerre froide et s'étaient fait les complices malgré eux d'une vindicte du jeune Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) contre une intrusion britannique. Un ancien résistant pressenti pour rejoindre le « complot », Jacques Robert, gendre et employé du propriétaire des Champagnes Mercier, s'en était ouvert à un ami, François Thierry-Mieg (pseudonyme : Vaudreuil), qui était aussi le chef de cabinet du directeur-adjoint du SDECE, Pierre Fourcaud².

Ainsi le service de renseignement avait-il découvert l'implication du major George Jellicoe, officier des forces spéciales britanniques³, opérant par l'entremise d'un de ses agents, le comte Roger Arouet de Mervelce, travaillant pour le SIS depuis 1941, et qui avait été affecté de septembre 1945 à mai 1946 au bureau de l'attaché militaire à Londres⁴.

La divulgation du « Plan Bleu » coûta à Jellicoe sa participation au service actif à l'étranger pour une affectation bureaucratique sous couverture au *Foreign Service*, à compter du 10 septembre 1947⁵. Un mois plus tard, ce fut au tour du chef de poste du SIS, John Bruce Lockhart, de quitter Paris⁶.

Les deux officiers de renseignement britanniques venaient d'être sacrifiés sur l'autel de l'entente franco-britannique des services de renseignement ; ils rejoignaient quelques agents britanniques identifiés, en France comme au Luxembourg - repoussant du même coup l'entrée de ce petit pays dans le système *Stay-Behind* à 1957 -, par le contre-espionnage français et éliminés au gré d'affaires politico-financières⁷.

Dorénavant, l'établissement de réseaux *Stay-Behind* passerait par une relation bilatérale établie entre le service de renseignement britannique et son partenaire étranger. Ainsi fut-il procédé le 7 mai 1947 entre le SIS et le SDECE afin de régler la liaison entre les deux services ; cet accord intervint

deux jours après la signature du Traité de Dunkerque, par lequel les deux pays inauguraient une collaboration militaire dont les origines puisaient dans l'Entente cordiale (1904). Par deux fois, la France montra à son alliée sa compétence en matière *Stay-Behind*.

Ce fut d'abord, au cours de l'été, le lancement de l'opération Smala par la Direction de la surveillance du territoire (DST), qui prévoyait le réveil de certains anciens de la France Libre, comme le lieutenant François Meyer, pour constituer « un réseau de vigilance et de protection intérieure, de *Stay Behind*, comme disent les Anglo-Saxons⁸ ».

En cas d'invasion soviétique, irrésistible selon les sentiments de l'époque, ils devaient mettre en place des lignes d'exfiltration vers l'Afrique du Nord par l'Espagne, afin de préparer la reconquête nationale⁹. Ensuite, au moment des grèves insurrectionnelles de novembre et décembre 1947, il y eut l'intervention de réservistes du 11^e bataillon parachutiste de choc, bras armé du SDECE, et la constitution de maquis, alimentés nuitamment par des parachutages de containers d'armes, relevés par des groupes mobiles inconnus, comme au plus beau temps de la résistance à l'occupation allemande¹⁰.

¹ Jean-Marie Augustin, *Le Plan bleu. 1947, un complot contre la République*, La Crèche, Geste Editions, 2006.

Archives nationales, BB 18/3738, lettres du procureur au procureur général de Paris, 15 et 23 juillet 1947.

Roger Faligot, Pascal Krop, *La Piscine. Les services secrets français, 1944-1984*, Paris, Seuil, 1985, p.84.

AP, op. cit., interrogatoire d'Arouet de Mervelce, 16 novembre 1948

The London Gazette, n° 38763, 18 novembre 1949, p. 5469.

Keith Jeffery, MI6. *The History of the Secret Intelligence Service 1909-1949*, Londres, Bloomsbury, 2010, p. 678

Gérald Arboit, *Des services secrets pour la France. Du Dépôt de la Guerre à la DGSE (1856-2013)*, Paris, CNRS éditions, 2014, p. 321-323.

François Lenoir, *Un espion très ordinaire. L'histoire vue du SDECE*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 131.

Témoignage du général Meyer à l'auteur du 19 décembre 1994.

Cf. à Jouy-le-Châtel [Le Lorrain, 25 novembre 1947].

L'EUROPE DES *STAY-BEHIND*

La France constituait un cas à part. Elle était le seul pays à disposer de services de renseignement aux capacités opérationnelles héritées de la résistance : une doctrine d'emploi élaborée par le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA)¹ et un réseau clandestin, alimenté par les fichiers de démobilisation des anciens volontaires des unités résistantes aéroportées². En outre, elle seule mit en œuvre ces moyens pour neutraliser les éléments trop favorables au SIS.

Ailleurs en Europe du Nord, au contraire, les Britanniques utilisèrent leurs contacts dans les services pour établir les premiers réseaux *Stay-Behind*. Toutefois, ils agirent en fonction des particularismes nationaux. Ils convoquèrent ainsi à Londres des membres de l'état-major danois, du 6 au 18 novembre 1945, afin de poser les bases de la collaboration entre les deux pays en matière de renseignement. La mise en œuvre du réseau *Stay-Behind* danois fut formalisée par un premier accord, le 15 janvier 1946, mais ne se réalisa que près de cinq ans plus tard³.

Les choses allèrent plus rapidement aux Pays-Bas ou en Norvège, où le SIS avait une meilleure liaison avec les services locaux. Dans le premier cas, il avait l'écoute du prince Bernhard zu Lippe-Biesterfeld, qui avait dirigé la mission militaire hollandaise à Londres pendant la guerre ; il était devenu l'ami du responsable de la section hollandaise du SOE, Philip Jones, qui venait du SIS et qui y retourna après 1945⁴. Aussi, naturellement, le gendre de la reine Wilhelmina, appelé à devenir inspecteur général de l'armée hollandaise le 13 septembre 1945, disposait-il des moyens d'accompagner les projets britanniques. Il fit d'un de ses obligés, Louis Einthoven, le nouveau directeur du *Bureau Nationale Veiligheid*⁵ (Bureau de la sécurité nationale), qui devint en 1949 le *Binnenlandse Veiligheidsdienst*⁶ (Service de sécurité intérieure).

Dès août 1945, cet ancien commissaire de police à Rotterdam, qui avait passé une partie de la guerre emprisonné par les Allemands, se vit confier la mission de monter un réseau *Stay-Behind*, pour le compte du SIS, mais avec l'autorisation du ministre-président Willem Schermerhorn⁷. On retrouvait en Norvège les mêmes protagonistes londoniens qu'aux Pays-Bas.

Le ministre de la Défense, Jens Christian Hauge, ancien chef de l'organisation de résistance norvégienne *Milorg* (*Militær organisasjon* – Organisation militaire) devenu agent de l'OSS dès 1942, autorisa la constitution du réseau. Mais ce fut son chef de l'*Etterretningstjenesten* (Service de renseignement), Vilhelm Evang, qui rencontra, en février 1947, un agent du SIS, dont on sait seulement qu'il disposait « de solides contacts au sein de la Défense et de l'armée » norvégiennes⁸. Dans les mois qui suivirent cette rencontre, la mise en œuvre du réseau *Stay-Behind* fut confiée à un agent du service, Alf Martens Meyer⁹.

La question d'une nouvelle structure clandestine destinée à se mettre en place au moment de l'invasion soviétique occupait donc, dans les dernières années de la décennie 1940, quatre pays (Danemark, Pays-Bas, Norvège, France), avant que la Belgique fût à son tour invitée à mettre en place son réseau *Stay-Behind*. L'idée d'appliquer contre l'Union soviétique le modèle des opérations spéciales mises en place pendant la Seconde Guerre mondiale, avec un partage des rôles entre la coordination au niveau britannique et le développement de maquis sur le continent européen, répondait aux choix de ces pays par le SIS. En fait, il s'agissait d'un complément stratégique des opérations que le service britannique, en collaboration ou non avec les services de ces pays, menait en Europe centrale et orientale, à mesure que la mainmise soviétique se faisait plus forte. L'opération anglo-américaine *Valuable-BG/Fiend* contre l'Albanie, fut certainement la plus connue de toutes en raison de la trahison dont elle fut entachée. Mais on oublie généralement qu'elle s'intégra dans un plan plus large de constitution de maquis dans les pays sous domination soviétique. La France y participa au travers de l'opération Minos (Matériels d'informations normalisées pour les opérations spéciales), lancée par le SDECE en appui des services alliés, et chargée de former des groupes de résistance qui seraient parachutés sur la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Biélorussie et la Lituanie, voire la Hongrie. A proprement parler, il ne s'agissait plus de *Stay-Behind*, mais d'opérations paramilitaires qui, pour l'observateur rapide, pouvaient bien apparaître comme le prolongement offensif de ce processus¹⁰.

¹ Cf. Eric Denécé, *Les services secrets français sont-ils nuls ?*, Paris, Ellipses, 2012, p. 217-228.

² Gérald Arboit, *op. cit.*, p. 299.

³ Morten Heiberg, *Stay-Behind og firmaet. Efterretningsvæsen og private antikommunistiske organisationer i Danmark 1945-1989* [*Stay-Behind et les affaires*].

⁴ *Renseignement et organisations privées anti-communistes au Danemark 1945-1989*, Rapport de la commission PET, 5, Copenhague, Ministère de la Justice, 2006, p. 26-28.

⁵ *Ce dernier laissa des mémoires*, *Within Two Cloaks*, Londres, Kimber, 1979, remarquables pour sa discrétion...

⁶ En 1947, il devint le *Centrale Veiligheidsdienst* (Service de sécurité centrale), puis en 1949 le *Binnenlandse Veiligheidsdienst* (Service de sécurité intérieure).

⁷ Frans Kluiters, *De Nederlandse inlichtingen- en veiligheidsdiensten* [Le service de renseignement et de sécurité néerlandais], La Haye, SDU uitgeverij, 1993, p. 306 ; Dirk Engelen, *De Nederlandse stay behind - organisatie in de koude oorlog, 1945-1992. Een institutioneel onderzoek* [Le *Stay-Behind* hollandais – l'organisation de la guerre froide, 1945-1992. Une recherche institutionnelle], PIVOT-rapport nr. 166, La Haye, ministère des Affaires générales, ministère de la Défense et Archives nationales/PIVOT, 2005, p. 25.

⁸ Olav Riste, *The Norwegian Intelligence Service 1945-1970*, Londres, Frank Cass, 1999, p. 16.

⁹ Christian Christensen, *Vår hemmelige beredskap : historien om MM* [C'était l'éventualité secrète : l'histoire de MM], [Oslo], Cappelen, 1988, p. 63-88.

¹⁰ Gérald Arboit, *op. cit.*, p. 313-314.

Dans les deux cas, les services de renseignement privilégiaient le recrutement d'hommes sûrs, anonymes et mariés, n'ayant aucune activité politique reconnue. En fait, il semble qu'il y ait eu, dans les premières années, une entorse à cette règle, parfaitement admise par la suite. En effet, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, qui bénéficiait le mieux de cette habitude de la clandestinité sinon d'anciens résistants, recrutés dans les fractions les moins favorables au communisme, soit des socialistes ou des conservateurs ? Le premier réseau français, établi en 1948 et dissous dix ans plus tard, recruta largement dans cette communauté de l'ombre qui avait lutté contre l'Allemagne nazie. Il prit différents noms (*Arc-en-ciel*, *Rose-des-Vents*), mais il s'agissait toujours du même réseau, appelé simplement *Mission 48*. Le premier chef de la branche lyonnaise de *Mission 48* fut Pierre Gilbert Ugnon, rallié à la France libre dès juin 1940 alors qu'il était un jeune appelé dans les Chasseurs alpins, devenu concessionnaire automobile à Lyon. Comme il décéda dans un accident de la route (26 avril 1953), Raymond Hamel, du service VII — moyens techniques et clandestins — du SDECE, recruta François de Grossouvre, un médecin devenu industriel au hasard d'un mariage. Sous le nom de « Colbert », celui-ci avait été un agent de l'Organisation de résistance de l'armée (1942-1944), pour le compte de laquelle il avait infiltré le Service d'ordre légionnaire, une organisation militarisée fortement collaborationniste (1942-1943) ; sous le nom de code de « Monsieur Leduc », il contacta « dix personnes de son entourage qu'[il] juge[ait] aptes à encadrer un réseau de résistance en région Rhône-Alpes »¹.

Au Danemark, comme en Norvège, les services de renseignement qui se recréèrent après la Libération usèrent par ailleurs des ressources offertes par les membres de la résistance. Aux Pays-Bas, le réseau *Ordedienst* (Service d'ordre) constitua la base du *Stay-Behind*, comme en Belgique et en Italie, les réseaux *Zéro* et *Osoppo*. Précisons toutefois que cette utilisation des résistants ne put correspondre qu'aux premières vingt à trente années de ces réseaux. En effet, les hommes recherchés devaient « si possible [...] ne plus faire partie de la réserve de l'armée (à partir de 45 ans accomplis) », tout en étant dégagés de leurs obligations militaires.

L'analyse de l'annuaire des « gladiateurs » italiens, publié par la commission parlementaire d'enquête italienne², laisse apparaître une pyramide d'âge qui permet de faire apparaître ces deux époques de recrutement.

Leur date de naissance permet de diviser le corpus de 622 clandestins, dont 17 femmes, en deux classes d'âge. La première, comprenant les natifs de 1901 à 1926, c'est-à-dire ceux qui avaient connu la guerre, représente 77,66% du total ; il s'agit des premiers agents clandestins, recrutés entre 1946 et 1968. Ainsi, Mattia Passudeti, originaire de la région du Frioul, fut-il recruté en 1951, alors qu'il avait cinquante ans, le processus de sélection aboutissant à son admission trois ans plus tard³. La seconde (1927-1931) comprend les recrues des années 1971-1972 et 1976-1984⁴. L'intérêt de l'annuaire italien est aussi de montrer qu'il existait deux classes, non totalement liées à l'âge, mais plutôt à la vigueur du patriotisme corrélée par l'état de santé : actif et réserviste. Au 11 décembre 1990, 36% des « gladiateurs », quelle que soit leur époque de recrutement, étaient encore actifs, tandis que 57% n'étaient plus que des réservistes, comme Passudeti depuis 1961. S'ajoutaient encore 7% qui correspondaient aux membres décédés, ce qui revient à souligner que les 577 « gladiateurs » étaient bien les seuls jamais recrutés pour faire partie du réseau *Stay-Behind* italien...

Cette dernière catégorie éclairait la réflexion du belge André Moyen, ancien de Zéro, sous-réseau Athos et employé civil du Service de documentation, de renseignement et d'action (SDRA)⁵, qui, à l'automne 1990, rappelait sa stupéfaction à découvrir que des agents clandestins étaient décédés « sans que le service n'ait été averti⁶ »... Ce qui pouvait paraître comme impensable s'explique aisément. Le propre des agents dormants est bien de disparaître des tablettes des services de renseignement ; ils ne devaient se réveiller qu'à l'occasion de l'invasion soviétique, perspective de moins en moins probable tout au long de la décennie 1970 et des années suivantes, malgré la grande peur de 1983. Le réveil de l'automne 1990 n'en était pas un. En raison du scandale médiatique et des commissions d'enquête engagées par diverses représentations parlementaires nationales à la suite de l'Italie, il s'agissait de dissoudre ces réseaux *Stay-Behind* qui remontaient à quarante ans au moins. Il s'agissait d'une surprise pour les services de renseignement, mais celle-ci intervenait en situation de paix, et la décision venait des plus hautes autorités gouvernementales du moment.

¹ *Témoignage de François de Grossouvre à l'auteur du 1er mars 1994 ; Paul Barril, Guerres secrètes à l'Elysée, Paris, Albin Michel, 1996, p. 140-143 ; Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, Histoire politique des services secrets français, Paris, La Découverte, 2012, p. 85.*

² *Senato della Repubblica, Relazione sulla vicenda « Gladio », presentata dal Presidente del Consiglio dei Ministri. Comunicata alla Presidenza, 26 février 1991, p. 45-66.*

³ *La Repubblica, 16 novembre 1990.*

⁴ *Ibid., et 27 novembre 1990 ; Camera dei deputati, Relazione del comitato parlamentare per i servizi di informazione e sicurezza e per il segreto di Stato sulla "operazione Gladio", 4 mars 1992, p. 79.*

⁵ *Archives de la Sûreté d'Etat (VSSE), Bruxelles, SE 59428, André Moyen.*

⁶ *Cité in Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, op. cit., p. 86.*

Pour en revenir à ces clandestins, ils devaient « exercer un métier qui [leur] laisse assez de liberté de temps et de mouvement pour accomplir [leur] mission » ; pour cela, ils restaient affectés à une zone d'opérations dans laquelle ils étaient domiciliés. De préférence, ils devaient être propriétaires d'une maison, si possible isolée, voire d'un patrimoine immobilier à travers leur pays de résidence, voire à l'étranger. Ils devaient appartenir à la classe moyenne supérieure, d'émanation bourgeoise ou ouvrière, mais néanmoins « jouissant d'une haute position économique et sociale » qui leur permettrait une totale indépendance au moment de l'invasion. En aucun cas, ils ne devaient provenir des couches dirigeantes ou riches, tout en « ayant la crainte de perdre le bénéfice de telles positions en cas d'occupation communiste¹ ». De fait, se trouvaient exclus tous ceux qui auraient une raison ou une autre de se retrouver sur les listes que les Soviétiques ne manqueraient pas de réaliser, comme les Allemands le firent dans l'entre-deux-guerres. D'autant qu'à la différence de ces derniers, les Soviétiques disposaient de puissants relais idéologisés dans les administrations et entreprises publiques (postes, gaz/électricité notamment) de tous les pays d'Europe occidentale !

Cette précaution rendait la tâche ardue pour les services de renseignement. Aussi appliquèrent-ils à la sélection des membres du *Stay-Behind* les mêmes méthodes qu'ils utilisaient pour recruter leurs officiers de renseignement et leurs honorables correspondants. Après plusieurs semaines d'observations (sur base de critères absolus - nationalité, idéologie, habitation, conduite - et relatifs - âge, profession, éducation, état-civil), il était procédé à une enquête attentive de moralité (famille, amis, relations). A l'issue de ces deux étapes, le candidat était approché et, sans que l'objet réel de la mission lui fût présenté, se voyait sensibiliser au risque de guerre future et à la nécessité d'agir clandestinement plutôt que directement. S'il passait cette étape, le candidat devait encore affronter divers tests avant de recevoir une formation à la recherche de renseignement, à la vie clandestine, à l'auto-défense, mais aussi au maniement de matériels comme un appareil photo et, pour ceux qui vivraient au plus près des chefs de réseau, une radio.

La radio était l'élément le plus important de ces structures dont le travail à effectuer après l'invasion dépendait avant tout de la possibilité de communiquer rapidement avec les autorités qui auraient été évacuées. Il s'agissait-là d'une conséquence pratique à laquelle le SOE, mais également les services de renseignement britannique et des pays occupés repliés à Londres, avaient dû faire face.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la radio fut le « maillon le plus important de toute [la] chaîne d'opérations » du SOE². Dans l'hypothèse d'une invasion soviétique, afin d'éviter l'aveuglement initial du service britannique des premières années de conflit contre l'Allemagne nazie, la constitution d'un réseau opérationnel préalable permettrait d'assurer une liaison par laquelle circuleraient, dans un mouvement ascendant, les renseignements recueillis sur les troupes d'occupation et, dans un mouvement descendant, les ordres d'action et les messages personnels. La radio deviendrait le symbole de la résistance. Les retours d'expérience de la période de guerre, qu'ils fussent impulsés par le SIS ou menés par les états-majors et les services de renseignement nationaux³, imposaient que des émetteurs-récepteurs fussent distribués de façon préalable.

Evidemment, au lendemain de la Libération, il fut simple de mettre au service du *Stay-Behind* les différents types d'appareils radio Marconi distribués par le SOE pendant le conflit : 7 000 valises radio de type B mark II (B2) et 4 000 radios miniaturisées de type A mark III (A3) - sans compter les quelques 10 000 récepteurs MCR-1 « boîte à biscuits », de marque Philco - étaient dispersées partout en Europe. Seule la Norvège envisagea d'acquérir à cet effet 50 émetteurs radio, mais une note de 1950 révélait que l'équipement radio fût fourni gracieusement par le SIS et la CIA⁴. Récupérés par les services de renseignement au moment des démobilisations des mouvements de résistance, ces radios reprirent du service pour une nouvelle décennie, « les techniciens [des services] vérifi[ant] périodiquement l'état des postes émetteurs cachés chez [les] radios locaux ». Comme elles étaient d'un fonctionnement aisément repérables avec un simple appareil goniométrique, fut mis au point, en France, « un procédé révolutionnaire de transmission ultra-rapide. Le codage du texte se fai[sait] directement sur une bande perforée qui [pouvait], en une fraction de seconde, transmettre trois à cinq pages de rapport⁵ ». En Hollande, dès la fin 1947, la société Philips se vit demander d'élaborer un poste émetteur miniaturisé et modernisé, le ZO-47. En Belgique, 100 MCR-1 modernisés (TAR-24) furent produits dès la fin des années 1950 par la Manufacture belge des lampes électriques. Au début des années 1960, la firme allemande Wandel & Goltermann développa le SP-15. Au milieu des années 1970, elle offrit une nouvelle version, le SP-20, qui ne fut déployée qu'à partir de 1978⁶. Chaque radio était destinée à l'usage des différents opérateurs des *Stay-Behind* nationaux.

¹ Archives privées et Giuseppe di Lutiis, *I servizi segreti in Italia. Dal fascismo alla seconda repubblica*, Rome, Editori Riuniti, 1998, p. 323.

² Rapport de Gubbins, cité in Micheal R.D. Foot, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance. Le SOE en France, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2011, p. 177.

³ Morten Heiberg, *op. cit.* ; Dirk Engelen, *op. cit.*, p. 25-26.

⁴ Olav Riste, *op. cit.*, p. 16 et 37.

⁵ Philippe Bernert, *SDECE. Service 7. L'extraordinaire histoire du colonel Le Roy-Finville et des clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980, p. 65.

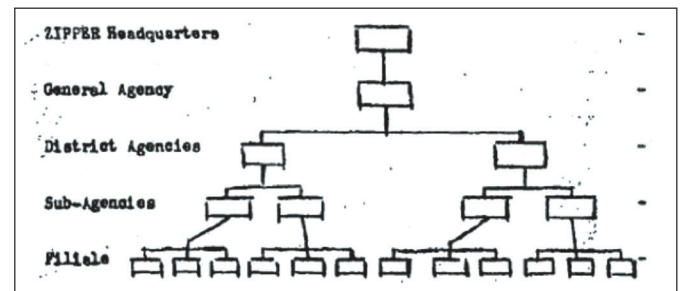
⁶ Deutscher Bundestag, *Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Ulla Jelpke und der Gruppe der PDS/Linke Liste, Drucksache 12/890, Enthüllungen über „Gladio“*, 1er juillet 1991, p. 4.

L'éloignement des modèles issus de la Seconde Guerre mondiale et les développements des technologies radioélectriques et des interceptions de la partie adverse¹ amenèrent, au début des années 1980, les différents services de renseignement à rechercher une solution plus moderne et, tant qu'à faire, commune. En 1984, leur choix s'arrêta sur le SY-5000 (Harpoon) de la firme allemande AEG Telefunken, dont chaque système coûtait l'équivalent de 42 078,66 €. La Belgique et le Grand-duché de Luxembourg firent une commande groupée de 79 Harpoon, dont un fut affecté au *Stay-Behind* luxembourgeois. Le paiement de cet appareil fut échelonné sur quatre exercices financiers 1987-1990 ; le SDRA VIII et la Sûreté de l'Etat belge procédèrent de même pour acquitter les leurs². Le coût du SY-5000 sembla être problématique pour les divers services de renseignement impliqués. Le nouveau chef de la Division 1 (renseignement humain) du *Bundesnachrichtendienst* (BND), Rudolf Werner, se rendit au siège de la CIA en septembre 1984. Ses interlocuteurs s'interrogèrent sur sa volonté de retenir les *Harpoon* à Pullach jusqu'après l'invasion « tant que les agents n'auraient pas signalé par d'autres moyens leur bien-être et leur liberté de tout contrôle hostile » ; initialement, le plan du BND consistait à les « remettre (...) aux agents préalablement aux hostilités ». Pour l'Allemand, il s'agissait de « réduire de 50 pour cent » les pertes de Harpoon qui autrement interviendraient ». Les Américains traduisirent immédiatement : « Il ne l'a pas dit, mais sa réflexion sur Harpoon pourrait éventuellement conduire à une réduction du volume des achats » du BND³. Les 138 SY-500 arrivèrent à Pullach en mai 1990⁴.

L'importance portée aux postes de radio montrait que les réseaux *Stay-Behind* n'étaient pas des structures de renseignement dormantes, pas plus qu'ils n'étaient destinés à mener des opérations de types commando. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'utilisation de cet outil de communication n'était pas essentielle. Au contraire, la nécessaire mise en réseau des futurs mouvements de résistance l'imposait. Les structures ainsi constituées en temps de paix devaient seulement être les noyaux autour desquels s'aggloméreraient les différents groupes désireux de reprendre la lutte contre l'envahisseur. Pour cela, les réseaux n'étaient pas construits de manière étoffée, mais sur un modèle pyramidal lâche. Le modèle de l'opération *Rose des vents*, appelée aussi *Mission 48*, lancée en France entre le printemps 1948 et l'été 1958 à l'initiative du SDECE, est bien connu pour la Bretagne : en plus du chef régional et de son adjoint, prenaient rang cinq chefs départementaux, tous sélectionnés directement par la Centrale parisienne, chargés chacun de trois sous-agents, lesquels agissaient de même, ainsi que leurs recrues.

Avec un tel système de cloisonnement, un seul membre connaissait chaque fois les trois suivants. On retrouvait ce mode d'organisation pour le réseau *Zipper*, c'est-à-dire l'organisation Gehlen qui, sans être une structure *Stay-Behind*, en abrita une à compter de juin 1950. La Bretagne étant composée de cinq départements, le réseau comptait ainsi cinq chefs départementaux et quinze groupes de trois agents, soit deux cent clandestins pour toute la région⁵. En extrapolant cette organisation à toute la France métropolitaine, il est possible d'évaluer l'effectif théorique du *Stay-Behind* à 3 800 hommes.

Un exemple de chaîne de commande de type militaire applicable aux structures *Stay-Behind*⁶



¹ Bundesbeauftragte für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik (Bstu), Berlin, MfS, HA III 86, Männchen à Neiber, 3 août et 6 novembre 1984.

² Note du 21 janvier 1991 de la Sûreté de l'Etat, cité in Sénat de Belgique, op. cit., p. 225

³ CIA, FOIA, ZUBER, VOL. 202_0110.

⁴ Deutscher Bundestag, op. cit. ; Der Spiegel, n° 47, 19 novembre 1990.

⁵ Philippe Bernert, op. cit., p. 63-65.

⁶ CIA, FOIA, « The Organization of Zipper », Chief of Station, Karlsruhe to Senior Representative for Germany, 31 juillet 1951, in Kevin C. Ruffner, Forging an Intelligence Partnership. CIA and the Origins of the BND, 1949-56, I, CIA's Contemporary Information on the Gehlen Organization, CIA, Europe Division, National Clandestine Service, 1999, p. 6.

2. COMMENT ÉTAIENT COORDONNÉS LES RÉSEAUX *STAY-BEHIND* ?

Il est difficile d'extrapoler l'organisation française à toute l'Europe occidentale tant chaque réseau national disposait de ses propres critères d'organisation (structure administrative et budget alloué notamment). Toutefois, il est possible de percevoir des traits communs laissant penser à une diffusion du modèle français. Cela suggère une coordination des services de renseignement impliqués dans le programme *Stay-Behind*. L'évidence aurait voulu que l'OTAN en fût l'organe central. Pourtant, en termes de renseignement, les choses sont toujours beaucoup plus subtiles et, surtout, moins évidentes.

UNE COORDINATION, ET NON UNE SUBORDINATION, ANGLO-AMÉRICAINE

Les critères de sélection et de recrutement des candidats à la clandestinité furent étendus à toute l'Europe, tant ils étaient communs à tous les services depuis leur exil londonien.

De même, la structure dédoublée, les filières d'exfiltration des autorités civiles et militaires étant confiées aux services du ministère de l'Intérieur, tandis que les armées s'occupaient de préparer les cadres de la future résistance à s'opposer à l'occupation soviétique. Ce modèle britannique fut appliqué aux réseaux belge, hollandais, mais aussi allemand, formés en 1949, comme l'étaient déjà, de façon plus aléatoire, ceux du Danemark et de Norvège. Il semble toutefois qu'il faille arrêter là la comparaison, tant les différents réseaux furent différents. Ainsi, l'Italie disposa de quelque 622 clandestins, l'annuaire présenté par la commission d'enquête montrant une surreprésentation des Frioulans (40,35%), loin devant les Lombards (15,76%), les Vénitiens (8,23%) et les Sardes (8,06%)¹. Le réseau *Zipper*, avec le soutien et le conseil de la CIA, monta en juin 1950 une structure d'infiltration/exfiltration et de renseignement radioélectrique, de 75 opérateurs et 75 agents pour les protéger ; selon les époques, il put compter jusqu'à 500 clandestins, mais en septembre 1984, il n'était plus que 75². Le *Stay-Behind Zipper* fut lancé en décembre 1948, avec le concours de l'armée américaine cette fois et compta seulement 54 agents³.

La Norvège disposait en mars 1952 de 50 hommes répartis dans 32 unités, l'objectif étant de les porter à 200 pour 40

unités⁴. Le réseau suisse afficha jusqu'en 1979 1000, puis 400 hommes (effectif théorique 800)⁵, tandis que le belge disposa de 120 clandestins, dont 40 actifs (17 cadres)⁶, mais n'en comptait plus que 96 en 1990⁷, et le réseau luxembourgeois constitué par le Service de renseignement de l'Etat sous le nom de Plan, de 10⁸...

Cette hétérogénéité structurelle des différents réseaux *Stay-Behind* était pondérée par l'existence d'une unité de communication, symbolisée au milieu des années 1980 par l'emploi du SY-5000 *Harpoon*, quand bien même il fut « le seul équipement qu'[avaient] en commun tous les membres⁹ ».

Cette réalisation, certes tardive, démontrait une évidente coordination internationale. La France y joua bien entendu son rôle. Certes, elle approcha le belge André Moyen, par l'entremise d'un colonel Reboul (Roulers) du SDECE, au cours du deuxième semestre de l'année 1948, pour une liaison dont il est difficile de connaître la raison. Fut-il question de structures clandestines¹⁰ ou plutôt de lutte antisoviétique n'ayant rien à voir avec les *Stay Behind*, même si elle constituait bien en une activité de renseignement interservices et un programme d'échange d'information au sein de l'UEO, puis de l'OTAN ? D'autant que Moyen vit également des représentants de la DST, des Renseignements généraux et de la Sûreté nationale. Toujours fut-il que la Sûreté de l'Etat belge intervînt pour faire cesser ces contacts¹¹.

¹ Camera dei deputati, op. cit., et Jacques Baud, *Encyclopédie mondiale du renseignement et des services secrets*, Panazol, Lavauzelle, 2002, p. 669.

² Deutscher Bundestag, op. cit. ; CIA, FOIA, SATURN, 0004, Pullach Operations Base à Chef de poste Karlsruhe, 10 novembre 1950 et ZUBER, VOL. 202_0110, op. cit..

³ CIA, FOIA, SATURN, 0004, Richard Helms, 10 novembre 1950.

⁴ Olav Riste, op. cit., p. 20.

⁵ Evénements survenus au DMF [Département militaire fédéral] : rapport de la Commission d'enquête parlementaire (CEP DMF) du 17 novembre 1990, au nom de la Commission Carlo Schmid, Werner Carobbio, n° 90.022, s.l.n.d. [Berne], [OCFIM], [1990], p. 176 et 206.

⁶ Sénat de Belgique, Enquête parlementaire sur l'existence en Belgique d'un réseau de renseignement clandestin international, rapport n° 1117-4 fait au nom de la Commission d'enquête par MM. Erdman et Hasquin, 1er octobre 1991, p. 38 et 66.

⁷ Paul Detrembleur, audition à huis clos du 19 avril 1991, cité dans une note d'Etienne Verhoeyen du 11 mai 2014.

⁸ Archives privées, Liste transmise par le chef du Service de renseignement de l'Etat, Charles Hoffmann, au Ministre d'Etat, Jacques Santer, s.l.n.d. [Luxembourg] [1990].

⁹ Michel Van Ussel, Georges 923. Un agent du Gladio belge parle. Témoignage, Bruxelles, La Longue Vue, 1991, p. 139.

¹⁰ Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, op. cit., p. 86.

¹¹ Archives générales du royaume 2 (Cuvellier), Bruxelles, Section politique de la police judiciaire de Bruxelles, 1501, Moyen, « Mon expulsion de France », 17 août 1949 ; Emmanuel Gérard, Widukind De Ridder, Françoise Muller, Qui a tué Julien Lahaut. Les ombres de la Guerre froide en Belgique, Waterloo, Renaissance du livre, 2015, p. 202-203.

Si la piste belge s'avéra une impasse, ce ne fut le cas de celle menant à Londres et à Washington. Le SDECE ignorait que, depuis avril 1948, le SIS et la CIA avaient commencé à bâtir leur *Special Relationship*. Elle fut concrétisée en octobre suivant, au cours de la *London Conference on the War Planning*, notamment par une décision de collaborer aussi étroite que possible en matière de projets *Stay-Behind* et de travail « avec les Français dans la paix comme dans la guerre ». Depuis le 25 septembre 1947, l'Agence américaine avait reçu mission de « collecter un maximum d'information sur les plans visant à établir des mouvements de résistance en Europe occidentale en cas d'expansion du contrôle communiste¹ ».

Le 29 octobre 1948, l'*Office of Policy Coordination* (OPC) de la CIA fut en mesure de présenter un programme en cinq « groupes fonctionnels ». Les structures *Stay-Behind* constituaient le dernier point du quatrième groupe, intitulé « actions préventives directes », après le soutien aux guérillas, le sabotage/contre-sabotage/démolition et l'évacuation².

Ce changement d'alliance mit mal à l'aise le SIS à l'égard du SDECE, car les Britanniques ne pouvaient tourner la page d'une relation privilégiée commencée dès 1909³. Aussi offrit-il à la CIA de régler cette question par la formation d'un Comité clandestin de l'Union occidentale, par lequel une plus large liaison des alliés européens pourrait être traitée. En mars 1949, la CIA suggéra de mieux coordonner la question des opérations spéciales, dont les réseaux *Stay-Behind* participaient, ce que le SIS accepta volontiers. Les Britanniques tenaient particulièrement à l'« élimination de l'action compétitive en temps de paix, spécialement là où les projets de *Stay-Behind* étaient en cours », comme en Belgique et en Hollande, mais aussi en Norvège et au Danemark.

Une réunion commune à Washington, en mai suivant⁴, entérina le fonctionnement tripartite de la direction des relations avec les différents services européens impliqués dans la mise en place de réseaux *Stay-Behind*.

Une telle proposition fut faite à Pierre Boursicot, directeur du SDECE, durant l'hiver 1950-1951. Mais elle fut rejetée au prétexte que « bourse d'échange de renseignements » verrait le SIS contrôler cette structure. Il lui fut préféré une officialisation de la liaison bilatérale qui s'était nouée avec la CIA depuis deux ans, ce qui fut fait le 7 avril 1951⁵...

Ce ne fut pas le seul cas de refus d'un service de renseignement impliqué dans les structures *Stay-Behind*. Le 8 mai 1951, le *National Security Council* (NSC) américain, à travers l'un de ses comités interdépartementaux actionné à la demande du *State Department* le 26 octobre précédent, rendit une étude sur la « collaboration avec les gouvernements amis en matière d'opération contre la guérilla ».

Cette note était éclairante à travers la position des États-Unis aussi bien au sein de l'OTAN que de la communauté européenne du renseignement :

« Il existe deux approches possibles à ce processus de collecte d'information : l'un serait multilatéral, à travers l'OTAN par exemple, et l'autre bilatéral. A ce stade de développement de l'OTAN, il semble inapproprié et probablement vain d'entreprendre des échanges multilatéraux sur les tactiques et stratégies associées à la guérilla. Les différents membres de l'OTAN ne seront probablement pas disposés à s'engager dans un échange d'information sur ce sujet général au vu de la sensibilité des informations concernées (...). Il semble en revanche que les membres de l'OTAN accepteraient de fournir aux États-Unis les informations désirées de façon bilatérale⁶ ».

Ces préventions américaines présentaient l'avantage de montrer la lucidité de Washington quand à son implication au sein de l'OTAN. Par rapport aux services de renseignement européens, elles soulignaient en revanche une ambivalence assez classique dans ce monde : d'un côté, ces services ne voyaient aucun inconvénient à opérer en multilatéral avec le SIS, qui les avait formé pour la plupart durant la Seconde Guerre mondiale ; d'un autre, ils étaient prêts à collaborer avec la CIA, mais ne souhaitaient pas que les autres services européens sachent dans quelle proportion.

¹ Houston à Hillenkoetter, 25 septembre 1947, in Douglas Keane, Michael Warner, *Foreign Relations of the United States of America, The Intelligence Community, 1950-1955, Washington, United States Government Printing Office, 2007, p. 914-915.*

² Wisner à Hillenkoetter, 29 octobre 1948, *Ibid.*, 1082.

³ Emily Haire, *Anglo-French intelligence liaison, 1909-1940, History PhD, Belfast, 2014.*

⁴ Keith Jeffery, *op. cit.*, p. 719-721.

⁵ Claude Faure, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE, Paris, Fayard, 2004, p. 217-218 ; Gérald Arboit, op. cit., p. 316.*

⁶ *National Archives and records Administration (NARA), College Park, États-Unis, Record Group 59, Records of the Department of State, Records of the Executive Secretariat, NSC Files, Lot 63 D351, NSC 90, Box 13, Draft National Security Staff Study on "Collaboration with friendly governments on operations against guerrillas", 8 mai 1951.*

Concernant les réseaux *Stay-Behind*, on comprend que Sir Stewart Menzies contacta un à un les services continentaux de sa sphère d'influence pour imposer le partenaire américain. Le 29 janvier 1949, il se mit en rapport avec le Premier ministre belge Paul-Henri Spaak, qui estima, neuf jours plus tard, « hautement désirable que les trois services - anglais, américain et belge - collabor[assent] étroitement » à « la préparation d'organisations appropriées de renseignement et d'action dans l'éventualité d'une guerre ». Mieux, il réserva sa réponse au résultat de négociations, « au plan le plus élevé, (...) entre Londres et Washington pour régler cette question¹ ».

Après la réunion de mai et l'échange de lettres entre chefs du SIS et de la CIA de juin 1949, Menzies revint vers Spaak qui donna son accord à la mise en place localement d'un Tripartite Meeting Belgium Brussels, où le SDRA évoquerait la question du *Stay-Behind* belge avec un représentant du SIS et un autre de l'OPC de la CIA, ce dernier se retrouvant dans la même position que son prédécesseur de l'*Office of Strategic Services* (OSS), condamné à faire figure de bénéficiaire secondaire privilégié.

En novembre 1950, l'*Etterretningstjenesten* (Service de renseignement) norvégien intégra également, à Londres, une telle organisation tripartite². En février 1951, le *Tripartite Committee Holland*, avec le *Buitenlandse Inlichtingendienst* (Service de renseignement étranger) hollandais était mis en place³. En avril suivant, l'arrivée à Stockholm de William Colby suggérerait qu'une solution similaire fut adoptée en Suède par la *Säkerhetspolisen* (police de sécurité) et l'*Informationsbyrå* (Service de renseignement militaire). À moins que le *Stay-Behind* suédois, comme le Finlandais d'ailleurs, ne fut qu'une joint-venture norvégienne ! Plusieurs indices le laisseraient penser. En premier lieu, les radios norvégiens furent formés, à compter de 1946, au sein du *Forsvarets Radioanstalt* (Agence radio de la Défense) suédois. Ensuite, le commandant Anders Grafström, qui monta le réseau suédois en 1949, était attaché militaire à Oslo d'avril 1945 au début de 1946 ; à ce poste, il avait permis une liaison radio entre le service de renseignement allemand et le SIS. Enfin, en 1959, le chef de station du SIS en Suède mit en œuvre une liaison entre le *Radiation Operations Committee* (ROC), au bénéfice du *Government Communications Headquarter* (GCHQ) britannique⁴.

Or, le réseau militaire norvégien, également lancé en 1949, s'appelait justement ROC, quand bien même il serait l'abréviation de *Rocambole*⁵. Il serait étrange que deux opérations, dans deux pays voisins, eussent le même nom ! D'autant que si les discussions de novembre 1950, à Londres, entre Vilhelm Evang et ses mandants britanniques et américains, portèrent sur la Finlande - « paralysée par un accord d'amitié avec l'Union soviétique » selon le SIS, sinon « contrôlé par les communistes » pour la CIA⁶-, une réunion précédente, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec le SIS aurait pu porter la Suède. Toujours fut-il que, fin septembre 1951, Evang recruta un officier de réserve de l'armée finlandaise qui « facilit[a] l'organisation du réseau *Stay-Behind* finnois⁷ ».

À l'inverse de la règle tacite régissant le programme *Stay-Behind*, celui-ci fut constitué sans le consentement du gouvernement finnois, ou au moins de ses services de renseignement. Or, dès le 17 octobre 1951, le président de la République, Juho Kusti Paasikivi, était mis au courant par son Premier ministre, Urho Kekkonen, qu'Américains, Britanniques, Français, Norvégiens et Suédois étaient en train de recruter des soldats finnois pour espionner en faveur de l'Ouest. Kekkonen se doutait bien que ces services n'en avaient pas après les intérêts finnois.

Il est à noter que, comme dans le cas français du Plan Bleu, l'information venait de la *Pääesikunnan tiedusteluosasto* [Division du renseignement de l'état-major]⁸. Evang mit quatre mois pour restaurer la confiance de son homologue finnois, le lieutenant-colonel Kaarle « Kalle » Aukusti Lehmus. Le 29 février 1952, dans une lettre personnelle au nouveau ministre norvégien de la Défense, Nils Langhelle, il put enfin noter que « les Finnois permettront et assisteront tacitement [les] opérations planifiées pour la Finlande⁹ ».

Plus au sud du continent, les services français, belge, néerlandais et britannique se retrouvèrent au sein du Comité clandestin de l'Union occidentale, qui tint sa première réunion à Paris en octobre 1950, selon un rythme classique bimensuel. Seulement, il apparaît qu'ils ne s'y retrouvèrent pas tous. Le Comité clandestin était « composé à la base de représentants des services spéciaux britanniques, français et américains, mais il [obtint], une fois créé officiellement, la collaboration des services spéciaux des autres nations de l'OTAN

¹ Sénat de Belgique, op. cit., p. 17-18.

² Olav Riste, op. cit., p. 35 ; Ronald Bye, Finn Sjøe, op. cit., p. 71-75.

³ Frans A. C. Kluiters, op. cit., p. 311 ; Dirk Engelen, op. cit., p. 44.

⁴ Mats Deland, « "allo" "allo eller varulvar? Nazisterna runt Sveriges (inte särskilt) hemliga armé [Allô Allô ou les loups-garous ? Les nazis autour des armées (pas très) secrètes de Suède] », Mats Deland, Charles Westin, Brunt! Nationalistisk och nazistisk mobilisering i vår närmaste omvärld under efterkrigstiden [Brun ! Mobilisations nationaliste et nazie dans notre environnement immédiat dans la période d'après-guerre], Stockholm, Atlas, 2007, p. 63-80; cf. Son article avec Daniele Ganser, « NATO's Secret Army in Neutral Sweden », *Journal for Intelligence, Propaganda and Security Studies*, vol. 4, n° 2, 2010, p. 20-39 ; Stephan Dorril, *MI6. Fifty Years of Special Operations*, Londres, Fourth Estate, 2000, p. 620.

⁵ Olav Riste, op. cit., p. 34.

⁶ Ronald Bye, Finn Sjøe, op. cit. ; Jussi M. Hanhimäki, *Containing Coexistence. America, Russia, and the "Finnish Solution"*, Kent, Kent State University Press, 1997, p. 117.

⁷ CIA, FOIA, CIA-RDP80B01676R002300060050-8, DAILY STAFF MEETING, 26 septembre 1951.

⁸ Yrjö Blomstedt, Matti Klinge (dirs), J. K. Paasikivi, *Päiväkirjat 1944-1956, II*, Helsinki, WSOY, 1986, p. 249.

⁹ Olav Riste, op. cit., p. 55-56.

Les réseaux Stay-Behind britannico-français⁷

Pays	Nom	Nom US	Création	Nature
Grande-Bretagne	Special Ops. Div.	Smetric	06-1946	
France	Mission 48	?*	fin 1948	?
Belgique	SDRA VIII/STC Mob	Niclipper	01-1949	Tripartite
Norvège	Rocamboles	Sargasso	11-1950	Tripartite
Pays-Bas	GIIC/G7	Syrup-Syntosis	02-1951	Tripartite
Danemark	Absalon	Nervue	04-1951	Tripartite
Suède	Roc	Tinhorn	04-1951	Tripartite
Luxembourg	Plan	Okridge	03-1957	Tripartite

* Le document américain date d'après le retrait français du commandement intégré de l'OTAN.

toutes les fois que leurs intérêts nationaux seraient en jeu¹ ». Alors que les trois premiers formaient le « groupe dirigeant² », ainsi qu'il en avait été décidé à la London Conference on the War Planning, seuls les services belge et hollandais disposaient des attributs pour y participer ; à cette époque, si le Luxembourg avait abandonné à la Belgique sa représentation militaire³ dans une sorte d'Union économique belgo-luxembourgeoise appliquée à la politique⁴, son absence de Deuxième bureau avant avril 1954, voire de service de renseignement avant juillet 1960, empêchait qu'il participât au programme *Stay-Behind* avant février 1957⁵. Par contre, l'Italie y fut accueillie à titre d'observateur en décembre 1951⁶, lors de la huitième réunion du comité, qui se tenait à Londres.

Ces deux niveaux de coordination, trilatéral et multilatéral, privilégiaient logiquement les deux acteurs qui étaient à l'origine du programme *Stay-Behind*, le SIS et la CIA. Toutefois, le rapport de force entre ces deux services s'était inversé depuis le premier accord avec la Belgique, en 1949. Après une montée en force depuis le 22 juin 1949 en Albanie, l'OPC finit par substituer son opération (BGFIED) à celle du SIS (Valuable) ; dès le 27 février 1950, le service des opérations clandestines de la CIA estima que les Britanniques avaient agi « de manière non-professionnelle » et « qu'il sentait que le poids (...) de l'erreur était contre les Britanniques et que c'était la principale raison pour laquelle l'OPC voulait aller de l'avant sur une base plus indépendante⁸ ».

Il en alla de même en Grèce et, ainsi que le soulignait l'envoi en Scandinavie de William Colby, ancien membre des équipes *Jedburghs* (SOE, OSS et services français, belge ou hollandais libres) – leur mission était de coordonner l'action des maquis avec les plans généraux des Alliés pour protéger le débarquement de Normandie –, sur les lieux de ses premiers exploits (avril 1951-1953), dans le domaine du programme *Stay-Behind*. Représentant de l'OPC à Stockholm, ne venait-il pas réorganiser les structures montées en 1946-1947 par le SIS entre Suède, Norvège et Finlande⁹ ? Le même constat pourrait être fait en Autriche, mais il ne s'agissait pas de *Stay-Behind*, simplement d'opérations clandestines induites par la proximité du Bloc de l'Est. À défaut de constituer un réseau dormant jusqu'à l'invasion, Britanniques et Américains préférèrent établir des caches d'armes dans les régions de Salzbourg, en Haute-Autriche et en Styrie (*Easeful*, 1950-1954), voire mener quelques projets paramilitaires depuis l'Allemagne, mais qui ne participaient pas du programme *Stay-Behind*¹⁰.

Au contraire, ces mesures relevaient de l'*Irregular Warfare*, débattue entre Washington et Londres en ce début des années 1950, à partir des exemples de « Grèce, d'Allemagne, du Japon, de Chine nationaliste, du Commonwealth britannique (particulièrement en Birmanie et en Malaisie) » et même en Yougoslavie¹¹.

¹ Compte-rendu de la dixième réunion du Comité clandestin de l'Union occidentale du 28 avril 1952 à Londres, propos du chef de la délégation britannique, cité par Chambre des députés, rapport de la Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'Etat, Les activités du réseau « Stay Behind » luxembourgeois, Luxembourg, 2008, p. 6-7.

² Gerardo Serravalle, *Gladio*, p. 78.

³ Gaston Stronck, *Le Luxembourg et le Pacte Atlantique. De la neutralité à l'alliance*, Doctorat, Histoire contemporaine, Montpellier, 1991.

⁴ Archives de l'OTAN, Bruxelles, NAC-01, D, 1951, D-D 51(101) *Equitable Distribution of Defence Burdens : Combined Information Submitted by Belgium and Luxembourg*, 30 avril 1951.

⁵ Gérald Arboit, « Les réseaux Stay behind en Europe : le cas de l'organisation luxembourgeoise », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2009/3 n° 235, p. 148-149.

⁶ Broccoli à Marras, 8 octobre 1951, citée in Mario Cogliatore, Sandro Scarso, *dirs, La notte dei gladiatori. Omissioni e silenzi della repubblica*, Padoue, Calusca, 1992, p. 132-133.

⁷ CIA, FOIA, AEDEPOT, 2, 0012, Memorandum WUDEPOT, 8 mars 1965, Annexe [26 février 1965] ; Archives privées.

⁸ CIA, FOIA, OBOPUS/BGFIEND, VOL. 15 (BGFIEND OPERATIONS), 0021.

⁹ William Colby, *Honorable Men. My Life in the CIA*, New York, Simon & Schuster, 1978, p. 81-84, 88, 93.

¹⁰ Siegfried Beer, « The CIA in Austria in the Marshall Plan Era, 1947-1953 », Günter Bischof, Anton Pelinka, Dieter Stiefel, *The Marshall Plan in Austria*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2000, p. 185-211 ; Manfred Rauchensteiner, Claudia Ham, *dirs, Sorry guys, no gold! Die amerikanischen Waffendepots in Österreich*, Vienne, Heeresgeschichtliches Museum, 1998.

¹¹ NARA, op. cit.

Il s'agissait de bâtir des « mouvements de résistance locaux en territoire occupé », et non plus dans des pays qui vendraient à être envahis dans les premiers temps d'une guerre avec l'Union soviétique et ses alliés.

Cette différence est fondamentale pour comprendre les réseaux *Stay-Behind*; en aucun cas, ces derniers ne consistèrent en des « mouvements de résistance », mais seulement des matrices dormantes. Qui plus est, ils furent développés uniquement dans les pays occidentaux, à la seule initiative de leurs services nationaux de renseignement. Or, cette *Irregular Warfare*, annonciatrice des programmes à venir de « guerre non-orthodoxe », de *Psychological Warfare* et de « contre-insurrection » du SHAPE et de l'OTAN, consacrait cette *Special Relationship* anglo-américaine. Certes, elle fut entrouverte également aux soutiers français et italiens, comme le rappelle l'opération MINOS du SDECE, dans le contexte spécifique de la relève du SIS par la CIA en Albanie.

En ce « début des années 1950, la réflexion sur la Guerre froide était largement conditionnée par l'expérience de la Seconde Guerre mondiale¹ ». La création d'un maquis opérationnel en Europe centrale et orientale poursuivait aussi ce rêve britannique de poursuivre la guerre au-delà de l'écrasement de l'Allemagne nazie. Russel W. Volkmann le démontra bien, en octobre 1951, dans son *Field Manual 31-21* consacré à l'organisation et à la conduite de la guerre de guérilla, c'était bien l'arrière-plan de la guerre du SOE et de l'OSS en France, Belgique, Hollande, Danemark et Norvège, ainsi que de l'*Allied Intelligence Bureau* en Asie du Sud-Est, entre 1940 et 1945 qui prévalait². Certes, elle se présenta dans son acceptation d'action clandestine sous la forme « de contacts, de dépôts et d'une organisation *Stay-Behind* en général³ ». Mais, pour autant, elle ne participa à ce programme spécifique de réseaux dormants d'Europe occidentale.

Quand bien même le début des années 1950 vit les activités de la CIA prendre le dessus sur celles du SIS, il ne faut pas s'illusionner sur la puissance de la CIA à cette époque.

La gestion de son premier directeur, le contre-amiral Roscoe Henry Hillenkoetter, fut contestée aussi bien par le NSC que par l'aile de l'Agence acquise à l'action clandestine, emmenée par le directeur adjoint Allen Welsh Dulles et le directeur de l'OPC, Frank Wisner. En janvier 1949, ils produisirent un rapport à la demande du NSC farouchement hostile tant envers le directeur de la CIA que de son adjoint, le général de brigade Edwin Kennedy « Pinkie » Wright.

Le 9 mars suivant, ce dernier quittait son poste ; Hillenkoetter l'avait nommé comme représentant de l'Agence au Comité clandestin de l'Union occidentale. Or, ce qui représentait une implication de la CIA dans le programme *Stay-Behind*, ne fut qu'une velléité d'un officier général d'éviter de faire partie de la curée qui s'annonçait, quand bien même avait-il le :

« niveau d'un sergent de l'armée régulière, la petitesse de sa connaissance et de sa compréhension des affaires et des personnalités étrangères n'[ayant] d'égale que sa certitude qu'il connaît[ssait] ces choses et toutes les autres réponses ».

Il ne se rendit d'ailleurs pas à Paris, mais s'envola pour Tokyo, où « certaines obligations relativement mineures » l'appelaient⁴, avant d'être happé par la guerre de Corée.

De fait, les États-Unis ne rejoignirent véritablement la structure de coordination interalliée en matière de *Stay-Behind* que tardivement, en décembre 1958⁵. Il semblerait que cette arrivée tardive fut également liée à la direction de l'OPC, devenue *Deputy Directorate of Plans* (DDP) de la CIA (1952), par Frank Wisner. Cet ancien de l'OSS nourrissait une préférence pour les opérations clandestines, conforté par les effets de la directive NSC 10/2 du 18 juin 1948. Il ne voyait aucune raison de partager ses pouvoirs avec les différents services d'Europe occidentale. Il est vrai que l'OPC menait une multiplicité d'opérations en même temps (une quarantaine en 1950 en Europe de l'Est), grâce à ses quarante-sept postes à travers le monde. Autant d'obstacles à une tentative de coordination interalliée⁶ ! A cela s'ajoutait une méfiance légitime de Wisner à l'égard des *Stay-Behind* européens, ceux sous responsabilité britannico-française. Le 15 août 1952, s'il nota bien des « progrès substantiels » dans cette entreprise, il ne put toutefois éviter d'émettre des doutes.

Il s'interrogea ainsi sur « la viabilité de tels réseaux et leur capacité à fonctionner pendant une durée suffisante après le déclenchement des hostilités⁷ ».

Au sein de la structure de Wisner, le déploiement des différents *Stay-Behind* à travers la planète était géré par les *Paramilitary Staff* des différentes directions géographiques. Ainsi, du 3 décembre 1951 au 7 novembre 1952, un ancien agent de l'OSS, Virginia H. Hall Goillot, première femme à occuper un poste au DDP, s'occupa de la liaison avec la France.

¹ CIA, FOIA, AEDEPOT, 2, 0015, *Domestic Operation Base*, 5 février 1965.

² *Organisation and Conduct of Guerrilla Warfare*, Washington, United States Government Printing Office, 1951, p. 4-11.

³ TNA, PREM 11/47, *mémoire de MacLean à Churchill*, 5 août 1952.

⁴ NARA, *op. cit.*, NSC 50, Box 4207, Wisner à Bohlen, 15 avril 1949.

⁵ *Sénat de Belgique*, *op. cit.*, p. 18.

⁶ Thomas Etzold, John Gaddis, *Containment. Document on American Policy and Strategy 1945-1950*, New York, Columbia University Press, 1978, p. 125 ; Thomas Powers, *The Man Who Kept the Secrets. Richard Helms and the CIA*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1980, p. 81-84, 88, 93 ; Christopher Andrew, *For the President's Eyes Only. Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*, New York, Harper Collins Pub., 1995, p. 193.

⁷ *The Foreign Intelligence Program of NSC 135*, 15 août 1952, in Douglas Keane, Michael Warner, *op. cit.*, p. 326-327.

Comme « Pinkie » Wright, elle fut bientôt happée par la principale opération de l'Agence, en Europe du Sud (Albanie, Yougoslavie, Grèce, Bulgarie, Roumanie) cette fois (BG-Field), qui l'occupa quinze mois. Puis elle revint, le 28 février 1954, aux questions paramilitaires, auxquels les réseaux clandestins participaient, d'abord pour l'Europe du Sud, puis, à compter du 4 octobre 1954, pour l'Europe occidentale. Avant d'être à nouveau occupée, en mai 1955, à une autre opération majeure de la CIA, en Asie du Sud-Est¹ !

Cette succession d'affectations soulignait l'importance pour l'Agence de multiplier les réseaux dormants plutôt que de les utiliser dans des desseins plus sombres². D'ailleurs, lorsqu'ils étaient utilisés pour dans un but particulier, ils participaient plus largement à une opération ponctuelle, comme en Albanie. A moins que succession d'affectations ne fit que révéler les mésententes existantes au sein de la CIA. L'une d'elles, entre l'OPC de Franck Wisner et l'*Office of Special Operations* (OSO) du général Willand G. Wyman, retarda l'entrée de la CIA dans le Comité clandestin de planning (CPC) du *Supreme Headquarters Allied Powers Europe* (SHAPE) à l'été 1951. La création de cet instrument de coordination semble s'être décidée au printemps à Langley³. Mais les bisbilles entre les deux hommes firent que Wyman multiplia les contretemps, réalisant une planification sans en référer aux *Joint Chiefs of Staff* (JCF) ou déclinant les invitations du directeur adjoint, Allen Welsh Dulles⁴. La querelle prit fin par l'envoi de Wyman sur un commandement en Corée et la fusion, en janvier 1952, de l'OPC et de l'OSO dans la DDP.

En outre, bien qu'ayant participé à la réflexion sur le Comité clandestin de l'Union occidentale, les Etats-Unis ne furent pas membres du partenariat franco-britannique (Traité de Dunkerque, 4 mars 1947) qui s'ouvrit aux pays du Benelux, le 17 mars 1948 à Bruxelles (Traité de l'Union occidentale). Par contre, ils - furent - car ils en étaient à l'origine - les initiateurs, de celui qui vida cet accord de sa substance, le Traité de l'Atlantique Nord, du 4 avril 1949. Pour autant, la structure clandestine ne fut pas une clause de ces deux documents, soumis aux votes des représentations parlementaires d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.

Il ne s'agissait de rien d'autre que d'une couverture, d'une facilité offerte moins par une institution intergouvernementale en devenir⁵ que par des réunions intergouvernementales, or-

ganisées alternativement à Paris et à Londres par un secrétariat général ; qui irait soupçonner que des discussions sur les réseaux *Stay-Behind* pussent avoir lieu lors de rencontres largement ignorées par les médias et le grand public ? Bien des années plus tard, cet anonymat permit d'héberger les discussions sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe communautaire avant que sa candidature officielle ne fût rendue publique. Le même principe valut plus tard lorsque le programme *Stay-Behind* fut hébergé dans les locaux de l'OTAN, d'abord à Paris, puis à Bruxelles. De plus, comme le stipulait la ligne de conduite du représentant britannique à la 82e session hebdomadaire du *Standing Group* du Comité militaire de l'Union occidentale (24 août 1951), l'Air Chief Marshall Sir W. Elliot, « les services clandestins devaient (...) continuer à être coordonnés à partir d'accords nationaux⁶ ». Cette nécessité s'imposait notamment parce que :

« *les petites nations ne pouv[ai]ent apporter leur contribution à des opérations spéciales à l'Est du Rhin et [étaient] par conséquent plus intéressées par les préparations en cas d'occupation* ⁷ ».

Les insuffisances capacitaires de la Belgique et des Pays-Bas incitèrent donc à limiter les compétences des réseaux *Stay-Behind* à des activités dormantes, plutôt qu'à la planification de « guerres irrégulières », comme la CIA poussait le SIS à l'envisager⁸ ou comme l'état-major français y songea dans le cadre de la Défense opérationnelle du territoire⁹. Tout juste les Britanniques insistèrent-ils, à destination des pays qui décolonisaient, dont ils étaient avec la France, la Belgique et les Pays-Bas, pour « l'arrangement de quelques dispositifs *Stay-Behind* dans les territoires coloniaux à l'approche de leur indépendance complète¹⁰ ».

Chacun de ces pays y avait déjà pourvu dans les faits, sinon dans les actes, en installant en Afrique, au Maroc pour la France¹¹ et au Congo pour la Belgique notamment, leur base de repli en cas d'invasion soviétique. Il est aussi à noter que selon toute vraisemblance, une cellule *Stay-Behind* existât en Algérie, peut-être sous la responsabilité de l'ancien commissaire André Achiary, et se réveilla, non contre l'invasion soviétique, mais suite à l'insurrection nationaliste¹².

Il s'agit peut-être d'une raison de la dissolution de la structure Mission 48 après l'indépendance algérienne et sa reprise en main par des réservistes du 11e Choc.

¹ John Prados, *Safe for Democracy. The Secret Wars of the CIA*, Chicago, Ivan R. Dee, 2006, p. 10 ; Vincent Nouzille, *L'espionne. Virginia Hall, une Américaine dans la guerre*, Paris, Fayard, 2007, p. 351.

² CIA, FOIA, CIA-RDP80R01731R002900470097-8, Bolling à Bedell Smith, 19 février 1952.

³ Ibid., FOIA, CIA-RDP80B01676R002300050017-6, Director's meeting, 26 avril 1951.

⁴ Ibid., FOIA, CIA-RDP80B01676R002300050022-0, Director's meeting, 4 mai 1951 ; CIA-RDP80B01676R002300050075-2, Director's meeting, 26 juillet 1951 ; CIA-RDP80B01676R002300070024-6, Director's meeting, 6 septembre 1951.

⁵ L'Union de l'Europe occidentale ne fut fondée qu'en 1954, suite aux accords de Paris.

⁶ TNA, FO 371/96420, Suggested line to be taken by the British Representative to the Standing Group when WU 82/51 is considering, 25 juin 1951.

⁷ Ibid., Brief for Air Marshall Elliot, British Representative for the Standing Group on conclusion WU 82/51, 24 juin 1951.

⁸ TNA, PREM 11/47, memorandum de MacLean à Churchill, 5 août 1952.

⁹ Service historique de la Défense (SHD), Vincennes, Département de l'innovation technologique et des entrées par voie extraordinaire, 1 K 329, Fonds Armand Boussarie, 4, exposé du général Boussarie devant le Centro Alti Studi Militari, 25 mai 1963.

¹⁰ Philippe Bernet, *op. cit.*, p. 65.

¹¹ Gérald Arboit, *Des services secrets*, *op. cit.*, p. 279.

¹² TNA, CAB 165/408, 16 mars 1956.

UNE COORDINATION DE L'OTAN, VRAIMENT ?

Cette apparente sédentarisation des réunions des services de renseignement occidentaux impliqués dans le programme *Stay-Behind* marquait le départ d'une véritable tentative de coordination, c'est-à-dire de faire de ces réseaux dormants l'incontestable complément de la politique de défense initiée par l'OTAN. Ainsi, en juillet 1951, le Comité clandestin de l'Union occidentale se changea en CPC. En passant des locaux itinérants imposés par le traité de l'Union occidentale à ceux de l'OTAN, les services britanniques, français, belges et hollandais prirent acte de cette extension du champ du programme qui les préoccupait depuis octobre 1950. De fait, il s'agissait plutôt d'un passage à l'OTAN de la structure de l'Union occidentale et non d'une création *ex nihilo*.

Evidemment, la création du CPC reposait sur une demande formelle du commandant militaire de l'Alliance atlantique (SACEUR), le général Dwight D. Eisenhower, du 7 août 1951. Il souhaitait mieux définir le concours que pourraient apporter les services de renseignement des Etats membres aux opérations spéciales décidées par le SHAPE. Ce fut d'ailleurs dans cette structure, au sein de sa Special Projects Branch, créée au début de 1952, que le CPC fut hébergé, et aucunement dans une dépendance directe de l'OTAN¹.

Eisenhower n'était plus cet officier général « naïf² » en matière de renseignement, qui se présenta devant Winston Churchill fin juin 1942. Mais l'ancien commandant en chef des forces expéditionnaires alliées ne disposa pas à son nouveau poste des moyens de renseignement qui lui avaient permis de rendre possible le débarquement de Normandie (6 juin 1944). Tout était à bâtir au SHAPE, depuis les bâtiments jusqu'aux infrastructures. Fermement résolu à empêcher la division de l'Europe, le SACEUR était bien décidé à s'appuyer sur les réseaux *Stay-Behind* montés par le SIS comme par l'OPC.

Eisenhower les connaissait grâce à ses liens avec Frank Wisner et avec les frères Allen W. et John Foster Dulles³. Il les connaissait aussi parce que son remplaçant au poste de *Chief of Staff of the United States Army* (1948-1949) et premier *Chairman of the Joint Chiefs of Staff* (1949-1953), son ami Omar N. Bradley, lui en parlait. En effet, la particularité du système américain de *Stay-Behind* fut que la CIA opérait pour le compte du JCS. Il s'agit de la contrepartie de la directive NSC 10/2, du 18 juin 1948, qui octroyait à l'Agence la planification des opérations clandestines ; cette situation dura jusqu'à ce que la directive NSC 5412/2, du 28 décembre 1955, trans-

féra la coordination à un groupe spécial composé de représentants du directeur de la CIA, des secrétaires d'Etat et de la Défense, ainsi que du Président. Cette subordination de la CIA aux prescriptions du JCS amena l'OPC à définir un *modus-operandi* reposant sur la tradition des *Jedburghs*, mais appliquée aux seuls « pays interdits » (« *Denied Areas* »), c'est-à-dire l'Union soviétique, les Etats du Pacte de Varsovie et ceux affidés à Moscou ; seuls ces groupes de résistance se voyaient affecter des objectifs paramilitaires.

En effet, des équipes de trois hommes (un pour protéger les intérêts américains, faisant fonction de chef ; un migrant originaire du pays visé ; un radio) devaient préparer le déploiement des forces spéciales américaines⁴. Pour tous les autres Etats se rangeant parmi les « pays non-interdits » (« *Non-Denied Areas* »), la réponse apportée au JCS :

« *prit généralement la forme d'accords tripartites (avec le MI-6) et bipartites avec les services de sécurité et/ou militaires dans le but de développer des réseaux Stay-Behind* ⁵ ».

Cette subordination de la CIA au JCS eut aussi une conséquence directe sur le SACEUR. En effet, Eisenhower était avant tout le commandant en chef des Armées américaines sur le théâtre européen. Il était donc parfaitement au courant des activités paramilitaires de l'Agence de renseignement en Allemagne ; cette dernière avait pris la relève de l'armée en juillet 1949 et opérait depuis novembre 1952 en totale coopération avec l'organisation Gehlen, ancêtre du Bundesnachrichtendienst, le service de renseignement allemand⁶.

La volonté d'Eisenhower de mieux coordonner les réseaux *Stay-Behind* d'émanation britannico-française apparaissait dorénavant sous un autre jour.

Le sort fait, le 8 août 1951, à la proposition SHAPE 312/51 d'Eisenhower, attestant de « l'intérêt du SACEUR pour les opérations clandestines en temps de guerre », apparaissait plus clairement. Son étude par la 80e session hebdomadaire du *Standing Group* du Comité militaire de l'OTAN⁷ aurait du aller de soi, tant il était clair que la fusion de l'organisation militaire de l'Union occidentale avec le SHAPE aurait du entraîner avec elle l'intégration du Comité clandestin de l'Union occidentale. Quand bien même celui-ci ne fut qu'une couverture plutôt qu'un organe intégré !

¹ TNA, FO 371/102555, *Psychologic Warfare Branch, SHAPE : record of meeting in War Office between Brigadier Hoog DDMMO (A) and colonel Tufts (US Army)*, 7 février 1952 ; SHD/Département de l'armée de Terre (DAT), 5 Q 21, *Note sur les forces militaires non-conventionnelles*, s.d. [1er avril 1954].

² Stephen E. Ambrose, *Les services secrets d'Eisenhower*, Paris, Le Prat, 1982, p. 13.

³ John Prados, *op. cit.*, p. 96 ; Chris Tudda, *The Truth is Our Weapon. The Rhetorical Diplomacy of Dwight D. Eisenhower and John Foster Dulles*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2006, p. 31-32, 43.

⁴ CIA, FOIA, AEDEPOT, 1, 0033, *Project Outline*, 1er mai 1959, p. 2.

⁵ *Ibid.*, 2, 0015, *Domestic Operations Base*, 5 février 1965.

⁶ *Ibid.*, SATURN, 0019, *Memorandum*, 20 décembre 1954 et 0011, 12 novembre 1952.

⁷ Cf. Douglas Bland, *The Military Committee of the North Atlantic Alliance. A Study of Structure and Strategy*, New York, Praeger, 1991.

Les réseaux *Stay-Behind* américains des pays de l'OTAN¹

Pays	Nom	Création	Nature
Grande-Bretagne	Smetric	03-1949	Bilatérale
Allemagne	E-Net	01-1949	Bilatérale
Italie	Dewar	11-1956	Bilatérale
Grèce	Thunderbird	1955	Bilatérale
Turquie	Exwood	1955	Bilatérale
Allemagne	GrGroond	1952	Unilatérale
	Caeli	1953	Unilatérale
	Cacinnabar	1954	Unilatérale

Pourtant, les chefs d'état-major français, britannique et américain, le général Paul Ely, le maréchal de l'Air Sir William Elliot et le colonel de l'US Air Force (USAF) Henry C. Hughlin, diffèrent leur accord jusqu'au 4 septembre 1952 : le Comité clandestin ne fut jamais une structure de l'Union occidentale ! Ce délai s'expliquait aussi par l'enchevêtrement administratif de l'Alliance atlantique, le temps d'en référer au Comité militaire, puis au comité de Défense, qui réunissait les ministres de la Défense des douze Etats membres.

Pourtant, début octobre 1951, à l'occasion d'une réunion consacrée à la question de la « sécurité civile et [du] contre-espionnage », organisée par un SHAPE cherchant à étendre également sa participation dans ce domaine², il fut évoqué la prochaine constitution d'un CPC.

Début avril suivant, les chefs des services de renseignement des Etats européens membres de l'OTAN furent invités à une réunion parisienne le 7 mai 1952 pour présenter ce CPC, piloté par des représentants des services français, britanniques et américains. L'objectif était d'élargir la participation au-delà de leurs homologues du SDRA et du *Buitenlandse Inlichtingendienst*, qui étaient dans le Comité clandestin, pour intégrer les réseaux américains des pays membres de l'organisation atlantique. La nouvelle entité empruntait à l'ancienne sa non-appartenance à sa structure d'accueil, ce qui la rendait introuvable dans l'organigramme de l'OTAN.

Elle devint toutefois une « liaison directe et officielle » du SHAPE, sous la forme d'un de ces comités ad-hoc dont l'OTAN sait si bien s'entourer, sinon engendrer³.

De même, la présidence du CPC resta entre les mains du « groupe dirigeant⁴ », à la tête duquel se succédèrent, au cours de la première décennie de son existence, le général britannique Joseph Charles Haydon, son compatriote le colonel Blaer, puis les colonels américain Thomas Betts et français Jean Auguste Victor Barlier.

A l'exception de Haydon, tous appartenaient aux services de renseignement de leur pays. Le premier venait de quitter la direction du renseignement militaire de la Commission de contrôle alliée en Allemagne lorsqu'il prit ses fonctions. Le troisième était officier du 2e Bureau de l'état-major des Armées⁵. Enfin, un officier du SIS, Robert Frazier, assumait la tâche de secrétaire du CPC.

Cette réunion initiale devait permettre aux différents responsables nationaux des services de renseignement de l'OTAN de discuter de la position de leur pays. Deux groupes de travail furent proposés, l'un d'émanation américaine consacré au renseignement (Operational Clandestine Intelligence) et l'autre, typiquement *Stay-Behind*, à l'infiltration et à l'exfiltration (Escape & Evasion).

Pour les autres pays participant au Comité clandestin de l'Union occidentale, la crainte de ne pas être traités sur un pied d'égalité avec les nations du « groupe dirigeant » ne fut pas faite pour provoquer des adhésions. Cette nouvelle structure entra en contradiction avec leur liberté ancienne, autant qu'avec la nature bilatérale des liaisons entre services européens et américain. D'autres choix pouvaient également être faits pour des raisons de politique générale que de se lier également à ce niveau avec l'OTAN.

Pour toutes ces raisons, l'Italie, représentée par le général Umberto Broccoli et le colonel Felice Santini, du *Servizio Informazioni Forze Armate* (SIFAR), choisit de ne pas collaborer plus avant avec le CPC⁶. Il faut y voir là la démonstration de l'opposition américaine à rejoindre véritablement la structure de coordination interalliée en matière de *Stay-Behind* avant décembre 1958. Certes, de novembre 1951 à février 1952, Santini suivit, avec six autres officiers italiens, une formation *Stay-Behind* à la « nurserie » du SAS, à Heresford, consistant à une orientation générale et à des instructions.

¹ *Ibid.*, AEDEPOT, 2, 0012, Memorandum WUDEPOT, 8 mars 1965, Annexe [26 février 1965]; SATURN, 0019, *op. cit.*; Bossard à Helms, 10 octobre 1949, cité in Kevin C. Ruffner (dir), *Forging an Intelligence Partnership: CIA and the Origins of the BND, 1949-56*, 1, Langley, CIA, 2006, p. 594.

² AOTAN, SHAPE, NU, Major Problems Facing SHAPE Upon General Eisenhower's Return, 21 février 1951, Tab A, Summary of Major Problems, p. 2 et Tab C, Intelligence, p. 9.

³ Giles Scott-Smith, « Not a NATO responsibility? Psychological warfare, the Berlin crisis, and the formation of Interdoc », et Thomas W. Gijswijt, « Beyond NATO. Transnational elite networks and the Atlantic alliance », Andreas Wenger, Christian Nuenlist, Anna Locher, *Transforming NATO in the Cold War: Challenges Beyond Deterrence in the 1960s*, New York, Taylor & Francis, 2006, p. 31-49 et 50-63.

⁴ Gerardo Serravalle, *op. cit.*

⁵ SHD/DAT, 14 Yd 1966.

⁶ Senato della Repubblica, Camera dei Deputati, Doc. XXIII, N. 51, Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi, 22 avril 1992, p. 15; Richard J. Aldrich, *op. cit.*, p. 430; Olav Riste, *op. cit.*, p. 43.

Mais, dans le même temps, Broccoli et d'autres membres du SIFAR avaient informé le chef de poste de l'*Office of Special Operations* de la CIA. Ils le firent même deux fois, les 8 novembre et 19 décembre 1951, en contradiction avec les demandes de secret formulées par le SIS. Le représentant de la CIA regretta seulement que la division Entraînement de l'Agence ne fût pas en mesure de « faire une offre similaire d'assistance aux Italiens¹ ». Cette contrariété eût une conséquence pratique, la décision d'établir un *Centro Addestramento Guastatori* (CAG) (Centre d'entraînement des sapeurs) en Italie. En effet, la première relation du SIFAR avec la CIA à propos des réseaux *Stay-Behind* porta en fait sur ce « complexe réalisé en Sardaigne en conséquence de l'accord intervenu entre les deux services en 1952 ». Du 5 au 18 janvier de cette année, le général Broccoli évoqua directement à Langley la question de son financement, l'Italie n'ayant pas le commencement du moindre budget pour cela ; il engagea ainsi son successeur, le général Ettore Musco, qui conclut un accord avec les Américains après octobre 1952. La visite de Broccoli intervint à l'invitation de la CIA après deux autres effectuées auprès du SDECE et du SIS, comme on l'avait noté à l'Agence. Cette réunion permit aussi d'échafauder la réponse italienne présentée le 7 mai suivant - qui prit place dans un moment où Franck Wisner doutait de « la viabilité de tels réseaux » *Stay-Behind*².

Le *Forsvarets Efterretningstjeneste* danois, qui était déjà dans l'orbite britannique, et l'*Etterretningstjenesten* norvégien, qui venait d'y entrer, firent évidemment le choix contraire. Ils rejoignirent une communauté du renseignement fondée sur des liens noués pendant la Seconde Guerre mondiale, mais aussi sur des accords trilatéraux. Ces deux attitudes s'expliquaient également par la différence conceptuelle entre les deux types de programmes *Stay-Behind* : la britannico-française, fondée sur une matrice de futurs réseaux de résistance, et l'américaine, plus paramilitaire, à l'image de la prospective du JCS. Par ailleurs, l'Italie, comme l'Islande, le Luxembourg et le Portugal, n'étaient pas encore entrés dans le réseau des structures *Stay-Behind*, quant bien même ces pays en eussent entendu parler.

Pour cette raison, en novembre 1952, le CPC publia un document-cadre traitant de planification des réseaux *Stay-Behind* de toute l'Europe atlantique. Il reflétait ces conceptions américaines de l'action clandestine, tout en offrant une apparente concession aux orientations européennes. Le « dispositif de temps de guerre selon les directives du CPC » envisageait trois grandes catégories de missions :

- a) le renseignement (*Operation by clandestine Intelligence*) ;
- b) l'infiltration/exfiltration (*Operation by clandestine actions*) ;
- c) les actions (*Psychological Warfare*)³.

La première se résuma à un renseignement d'alerte, c'est-à-dire la collecte d'informations d'ordre général, économique et militaire, permettant de déduire la prochaine offensive des Soviétiques. Il s'agissait d'abord pour la Division renseignement du SHAPE de rappeler qu'elle dépendait des informations que lui transmettaient les services nationaux.

Mais ce besoin était aussi induit par l'histoire récente, à savoir les différentes surprises stratégiques qui précipitèrent le monde des années 1940-1941 dans la guerre.

On retrouvait ce « retour d'expérience » des hypothèses marquant l'arrière-plan culturel des stratèges du Comité militaire de l'OTAN. Ils estimèrent :

- « a) en cas de conflit, les Soviétiques seront les agresseurs et ils déploieront d'importants moyens contre le Commandement allié en Europe.
- b) les Soviétiques tenteront de réaliser la surprise complète⁴ ».

La seconde mission participait du programme *Stay-Behind* tel qu'il avait été échafaudé par le SIS et le SDECE en 1947. Elle consistait en effet à organiser le transit clandestin de personnel civil et militaire, ainsi que de matériel, par voie terrestre, aérienne ou navale. Une école fut fondée par le *Bundesnachrichtendienst* (BND), à la demande de la CIA, désireuse de « développer les capacités en Europe occidentale pour l'infiltration et l'exfiltration, suivant les exigences de l'US EUCOM », le commandement des forces des États-Unis en Europe.

La décision en avait été prise en février 1955 à Langley, sur proposition de la base de la CIA à Pullach. L'Agence américaine anticipait sur le futur choix du CPC en faveur de la centrale allemande. Depuis que la République fédérale allemande avait récupéré sa souveraineté, le 26 mai 1952, les accords de partage de la formation entre le SIS et la CIA, dans leurs zones respectives, étaient caducs. Le « groupe dirigeant » chercha alors une solution pérenne. Préoccupés par la légalisation de l'organisation Gehlen en BND, le 1er février 1956, les Allemands n'en parlèrent pas durant l'année 1955 à la Chancellerie. Mais, comme ils étaient autorisés à engager des opérations *Stay-Behind*, l'opération de la CIA et de l'USAF put suivre son cours. Toujours fut-il que la CIA redouta jusqu'au bout que l'organisation Gehlen fut « approchée en dehors de HBDE-BATE [nom de code du CPC] par des représentants britanniques ou français, ou vice-versa, relativement à l'implantation des structures d'infiltration/exfiltration du SHAPE après que [le BND] en ait reçu officiellement la responsabilité⁵ ». Cette création fut la première des deux écoles dont se dota le CPC, avec le *Centro addestramento guastatori* (CAG) italien, qui vit le jour en 1958.

¹ CIA, FOIA, 5166d49199326091c6a6007a, DIRECTOR'S LOG, 12 octobre 1951 ; Mario Cogliatore (dir.), *La notte dei gladiatori. Omissioni e silenzi della repubblica*, Padoue, Calusca Edizioni, 1992, p. 132-133 (La lettre avait une première fois été publiée en fac-simile dans *L'Unità*, 14 novembre 1990).

² CIA, FOIA, specialCollection/DCI/Smith FOIA/1951/1951-July to September/1951-09-01, 15 septembre, 5 et 18 décembre 1951 ; « *Relazione sul corso effettuato negli USA dal gruppo di personale SAD-CAG (9 ottobre-15 novembre 1957)* », 19 novembre 1957, cité in *Camera dei deputati, Relazione del comitato parlamentare*, op. cit., p. 4 ; CIA, FOIA, AEDEPOT, 2, 0012, Memorandum WUDEPOT, 8 mars 1965, Annexe [26 février 1965].

³ Dirk Engelen, op. cit., p. 44 ; Olav Riste, op. cit., p. 43.

⁴ AOTAN, SHAPE, AG-3305-1-ID, SHAPE, « *Peacetime Intelligence* », 8 août 1956.

⁵ CIA, FOIA, SATURN, 0022, Project Outline, 30 septembre 1955.

Dans ce centre italien, qui prit la suite plus qu'il ne les remplaça des formations dispensées dans le camp des SAS britanniques à Hereford, prirent place les formations à l'action. Elles allèrent toutefois plus loin que ce qui s'était fait jusque-là, puisqu'elles couvrirent le sabotage, les *PsyOps* (opérations psychologiques), le soutien aux mouvements de résistance et l'appui aux *Unconventional Military Forces* (forces spéciales militaires, UMF). Toutefois, dans la terminologie *Stay-Behind*, le terme « actions » devait signifier plus usuellement « opérations de sabotage¹ ». Cette troisième mission soulignait l'emprise américaine croissante sur l'OTAN. Elle reflétait aussi l'état des planifications nationales au sujet des 48 premières heures de la future guerre, qui prenaient en compte le renseignement et les opérations spéciales.

Les « démolitions » de ponts et autres objectifs stratégiques apparaissaient comme une spécificité de l'action *Stay-Behind*, dans une configuration mixte civile et militaire. Le principe appliqué aux « pays interdits » (*Denied Areas*) par la CIA fut repris par les planificateurs militaires de l'OTAN, mais au lieu de forces spéciales, ils préférèrent mettre en œuvre des sapeurs. Le CAG recevait donc une mission d'aguerrissement.

Cet effort de planification des réseaux *Stay-Behind* de toute l'Europe atlantique, dans leurs différentes acceptions (britannico-française et américaine) apparut également en arrière-plan de son processus de coordination. L'enchaînement des événements d'Europe de l'Est (insurrection en Allemagne démocratique en 1953, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie en 1956) l'appela à se renforcer. Le CPC fut bientôt rebaptisé *Coordination and Planning Committee* comme pour mieux souligner cette évolution ; en 1968, le siège du CPC délaissa le SHAPE de Mons, tout en restant sous sa responsabilité, pour se rapprocher l'OTAN, à Bruxelles.

Il prit pour couverture la forme d'une entité du service belge (SDRA XI), qui occupait le bâtiment voisin sur le boulevard Léopold III. Le secrétariat international, financé effectivement par le SHAPE, fut dès cette date pris en charge par la Belgique, remplaçant seulement à cette époque la France qui avait quitté six ans plus tôt les structures intégrées du commandement militaire ; son dernier titulaire fut le colonel Paul Detrembleur, nommé en 1985².

Ces changements d'appellation et de lieu résultaient également d'un incident découlant de l'américanisation de l'Alliance atlantique. Las de ne pas avoir été correctement informé au moment de la crise hongroise et de l'affaire de Suez, le SACEUR (11 juillet 1953-20 novembre 1956), Alfred M. Gruenther, après avoir été chef d'état-major du SHAPE (19 décembre 1950-1953), chercha à faire du Comité clandestin un outil du renseignement d'alerte au seul bénéfice du commandant suprême allié en Europe.

Cette question était donc à raccrocher au débat plus large qui se faisait jour au sein de l'Alliance atlantique sur les systèmes d'alerte, et notamment sur le contrôle par le SHAPE de l'accès aux moyens nationaux de renseignement³, et notamment à ceux activés spécifiquement par le déclenchement de la guerre comme les *Stay-Behind*. Elle démontrait aussi la difficulté des nations membres de l'OTAN à obtenir du renseignement humain sur le Pacte de Varsovie, la majorité des opérations humaines clandestines alliées dans le bloc communiste se révélèrent infructueuses avec un taux élevé de compromission et de perte d'agents.

Le développement d'un contre-espionnage efficace dans les pays sous obédience soviétique, comme l'érection du mur de Berlin en août 1961, rendaient extrêmement difficile les infiltrations à l'Est. La connaissance des programmes du JCS et de la CIA contre les « pays interdits » (*Denied Area*) par le commandant en chef des Armées américaines sur le théâtre européen lui firent croire que le Comité clandestin pouvait être une solution permettant de suppléer à cette défaillance des systèmes classiques de renseignement. Seulement, Gruenther ne maîtrisait pas le subtil *distingo* entre les deux types de structures *Stay-Behind*, la britannico-française étant plus répandue que l'américaine.

Au cours de l'une de ses dernières réunions, le 16 novembre 1956, il regretta l'inadéquation du renseignement qui lui parvenait de la part des différents services nationaux. Aussi proposa-t-il cette nouvelle évolution qui ne manqua pas de poser un problème avec les pays membres, qui souhaitèrent conserver la haute main sur leurs services de renseignement, et absolument pas les voir devenir des intermédiaires d'information pour le compte du SHAPE.

De façon inédite, cette proposition rencontra l'opposition du représentant américain au Comité militaire et au Standing Group, le général de brigade Leon W. Johnson. Dans son rapport au comité des chefs d'états-majors interarmées du 31 décembre, il s'opposa vigoureusement à toute extension du champ de compétence du CPC. Cet ancien officier de renseignement de l'USAF tenait à la séparation des deux conceptions entre les « pays interdits » (*Denied Area*) et les « pays non-interdits » (*Non-Denied Areas*). Il ne considérait pas les réseaux *Stay-Behind* aptes à mener des missions de renseignement au-delà du rideau de fer, d'autant que les services de renseignement n'y parvenaient pas eux-mêmes. Ce n'était pas plus la mission initiale du CPC, qui avait pour seul « objectif la planification en temps de paix » des futurs réseaux de résistance à l'invasion soviétique. Il savait aussi que l'introduction d'un nouvel acteur dans les opérations de renseignement en cours en Allemagne ne ferait qu'accroître le risque de ruiner les chances de mettre en place une résistance dont les membres seraient inconnus du contre-espionnage ennemi⁴.

¹ Note de la branche « Plans » du 21 mars 1977, citée dans *Chambre des députés, op. cit., p. 9*.

² Note d'Etienne Verhoeven du 11 mai 2014.

³ Cf. TNA, DEFE 13/14, *Saceur's Counter-Surprise Military System*, 9 mars 1961.

⁴ US Department of Defense, *Declassified Documents Reference System, Document no. 133, 1980, Lieutenant General Leon W. Johnson to US Joint Chiefs of Staff*, 31 décembre 1956.

En premier lieu, elle remettrait en question les missions militaires britannique, française et américaine entretenues depuis 1947 auprès des forces soviétiques en Allemagne. Disposant de facilités pour se déplacer à peu près librement en République démocratique, elles furent jusqu'en octobre 1990 les meilleurs observateurs des signaux de la préparation militaire d'une éventuelle invasion de l'Europe occidentale.

Les différents services suivant les travaux du Comité clandestin ne virent pas plus d'un bon œil la volonté d'imposer les concepts *Stay-Behind* américain sous couvert de centralisme otanien. Cette tension entre les services de renseignement continentaux et les Etats-Unis ne passa jamais vraiment, comme le nota la CIA en février 1965. Au détour d'un récapitulatif des différents réseaux auxquels l'Agence accordait une subvention, une observation revenait continuellement pour ceux de Suède, du Danemark et de Belgique : « Contingence unilatérale douteuse sauf à maintenir de bons officiers de liaison » ; il s'agissait d'une façon élégante de s'interroger sur la nécessité effective du maintien d'un financement américain de ces réseaux s'ils continuaient à agir en dehors des recommandations américaines¹. Nul doute que la France eût fait partie de ce contingent si elle n'avait quitté le commandement intégré de l'OTAN. Les services européens ne perdaient d'ailleurs pas une occasion de le faire savoir. La Belgique le rappela dès la fin de l'année 1951², suivie par la Norvège en janvier 1953³. Dans les deux cas, que ce soit par la voix d'un dirigeant politique ou simplement la position d'un service, il était rappelé la volonté des pays européens membres de conserver, pendant la durée de l'occupation soviétique, la pleine légitimité et le plein exercice de leurs pouvoirs constitutionnels sur tout leur territoire, qu'il fût occupé ou non.

Il s'agissait là des conditions posées lors des accords tripartites à l'origine des réseaux *Stay-Behind* en Europe du Nord. La Norvège laissa d'ailleurs décliner son intérêt pour le CPC dès 1954, tandis que le Luxembourg et l'Allemagne y firent leur entrée respectivement en 1957 et 1959 ; le 19 mai 1959, l'Italie accepta l'invitation qui lui avait été faite le 2 mars précédent d'assister aux sessions du CPC comme membre-associé, ainsi que l'avait été l'Allemagne depuis 1954.

Cette année-là, les autorités danoises s'alarmèrent des velléités du « groupe dirigeant », sous couvert de coordination, d'insuffler une direction paramilitaire aux réseaux *Stay-Behind* d'Europe du Nord. Le 23 septembre, une réunion de haut-niveau se tint au ministère de la Défense à Copenhague ; une délégation norvégienne y participa.

Il en découla une série de décisions visant à édulcorer les directives émanant du SHAPE lorsqu'elles allaient à l'encontre de la souveraineté nationale⁴.

Ce risque de déviance s'expliquait par le contexte dans lequel s'effectuait la mise en place de l'OTAN et la définition de son périmètre d'activité politico-militaire. Depuis le coup de Prague (25 février 1948), qui avait poussé les Européens à nouer une alliance transatlantique, jusqu'à l'érection du mur de Berlin (nuit du 12 au 13 août 1961), le SHAPE vécut sur une conception de la réalité européenne qui correspondait aux impératifs stratégiques du gouvernement américain.

En matière de renseignement, cela entraînait la tentation pour les SACEUR d'exiger des pays membres qu'ils renonçassent à leur conception de privilège national, concédé par le cadre institutionnel de l'OTAN autant que par les usages du Traité de l'Union occidentale. L'entrée de la CIA dans le « groupe dirigeant » du CPC en décembre 1958 soulignait bien cette mutation. Avec le temps, les différents commandants suprêmes en vinrent à ne plus se reposer que sur les communautés américaine et, dans une moindre mesure, britannique du renseignement, lesquelles avaient largement compris les limites du renseignement humain dans ce type de belligérance qu'était la Guerre froide.

Dès la fin des années 1950, la CIA lança un audacieux programme de renseignement technologique, reposant sur des capteurs aériens, puis satellitaires. Régulièrement, toutefois, les différents SACEUR cherchèrent, pour des questions de leadership, à renforcer les capacités de renseignement du SHAPE. Mais personne ne parvint à formaliser cette volonté sous la forme d'un document précisant quelle information devait parvenir au commandant suprême, ni même comment le besoin de renseignement des commandants de l'OTAN pouvait être satisfait par les différents services des pays membres.

Naturellement, cette question dépassait de loin la seule question du *Stay-Behind*, mais le CPC apparut, dans sa première décennie, comme une enceinte non-conventionnelle, dans le sens où son domaine de compétence échappait souvent à ses membres⁵. Les SACEUR n'étaient pas les seuls à s'y tromper, comme le démontra le norvégien Vilhelm Evang, lors de la réunion parisienne du 19 novembre 1957 : alors que le commandement des Forces alliées du nord de l'Europe (*Allied Forces Northern Europe*, AFNORTH) était impliqué dans une affaire d'espionnage de la population et des dirigeants norvégiens, le chef de l'*Etterretningstjenesten* profita de sa présence à la réunion du CPC pour régler ses comptes. Si le motif était légitime, le lieu ne l'était d'évidence pas⁶...

¹ CIA, FOIA, AEDEPOT, 2, 0012, Memorandum WUDEPOT, 8 mars 1965, Annexe [26 février 1965].

² Lettres du général Etienne Baele et de Ludovic Caeymaex du 21 décembre 1951 et de Jean Van Houtte du 31 mars 1952 [Sénat de Belgique, op. cit., p. 19].

³ Mémoire de l'*Etterretningstjenesten*, cité par Olav Riste, op. cit., p. 44.

⁴ Morten Heiberg, op. cit., p. 90-95.

⁵ Edward B. Atkeson, « Design for Dysfunction NATO Intelligence: A Contradiction in Terms », *Studies in Intelligence*, vol. 28, n° 1, p. 1-13.

⁶ Olav Riste, op. cit., p. 47.

Le remplaçant de Gruenther, le général Lauris Norstad (20 novembre 1956-1er janvier 1963), se montra moins soucieux du leadership américain que de l'efficacité des deux types de *Stay-Behind*. A moins que ce ne fut pour transférer la responsabilité du CPC sur le JCS, voire sur la CIA !

Toujours fut-il qu'il suscita l'entrée des Etats-Unis au Comité clandestin de planification en décembre 1958, comme il avait permis aux trois premières nations s'étant dotées de réseaux *Stay-Behind* (France, Belgique, Pays-Bas), ainsi qu'aux deux puissances initiatrices (Grande-Bretagne, Etats-Unis), de se réunir séparément des autres nations, membres de l'OTAN (Norvège, Danemark, Luxembourg, Allemagne, Italie, Portugal, Grèce, Turquie).

Formant le « comité des Cinq puissances¹ » depuis novembre 1957, ces réseaux précurseurs, tous mis en œuvre par le SIS, formèrent à Paris l'Allied Coordination Committee (ACC), le 30 avril 1958, à partir des deux groupes de travail du CPC. Il s'agissait de constituer un

« comité régional réunissant [cinq] puissances dont le but est de fournir une consultation mutuelle et de développer des avis de politique en matière d'intérêts communs concernant le Stay-Behind dans les pays concernés d'Europe occidentale. (...) Les [cinq] membres, bien qu'ils agissent en consultation avec les autres partenaires, gardent néanmoins leur autonomie et le contrôle de leurs ressources nationales² ».

Cette question fut notamment âprement débattue lors des premiers échanges relatifs à l'installation d'une base arrière au Royaume-Uni (ACC/2), des conditions de contrôle des communications entrant et sortant de cette base par le contre-espionnage britannique (ACC/4), le *Security Service*, et des immunités à accorder aux personnels qui viendraient à servir dans cette base avant que leurs gouvernements eussent pu rejoindre la Grande-Bretagne (ACC/5). Ces premiers échanges reflétaient tous des souvenirs des débuts de l'exil londonien des responsables des services de renseignement de l'époque. Le groupe s'ouvrit rapidement à d'autres pays, à mesure qu'ils se dotaient de réseaux clandestins. Il ouvrit ses portes au Luxembourg, le 23 avril 1959³.

A la fin de la même année, le BND allemand fit son entrée ; créé le 1^{er} février 1956, il dirigeait maintenant seul le réseau Zipper, ainsi qu'en avait décidé le CIA le 12 novembre 1952⁴. En 1964, le SIFAR fut admis à son tour, comme le *Forsvarets Efterretningstjeneste* danois en 1978 ou 1979, suivi de l'*Efterretningstjenesten* norvégien, revenu à de meilleures intentions au courant des années 1980.

¹ Frans Kluiters, *op. cit.*, p. 311 inclut le Luxembourg dans ce comité, mais il commet l'erreur classique pour un Hollandais de raisonner en fonction du BeNeLux plutôt que des Etats le constituant.

² Sénat de Belgique, *op. cit.*, p. 21-22 et Chambre des députés, *op. cit.*, p. 7.

³ Lettre du chef des services spéciaux luxembourgeois au président de l'ACC du 23 avril 1959, citée dans Chambre des députés, *op. cit.*, p. 7.

⁴ CIA, FOIA, Kevin C. Ruffner (dir.), *CIA and the origins of the BND, 1949-1956*, vol. 2/1, p. 413.

3. LES LIMITES DE LA COORDINATION DE L'OTAN

En apparence, une double coordination se mit ainsi en place. En fait, le CPC était laissé à la discrétion « des omniprésents États-Unis », bien qu'encadrés des Britanniques et des Français, dans une sorte de « groupe dirigeant », alors que la présidence tournante de deux ans instituée par l'ACC en limitait grandement l'influence. Dans le même temps, les orientations relatives au programme *Stay-Behind* perdirent de leur cohérence entre les deux enceintes. Cette mutation conceptuelle devait nourrir nombre de scandales, suite aux déclarations du président du Conseil italien, Giulio Andreotti, le 24 octobre 1990.

UNE MUTATION CONCEPTUELLE

La double coordination qui se mit en place en décembre 1958 s'inscrivit dans une crise plus large de l'OTAN et connut une médiatisation avec le retrait de la France des structures militaires intégrées, le 7 mars 1966. Les plus dubitatifs envers le projet atlantique, bien au-delà des questions *Stay-Behind* il est vrai, furent les services d'Europe du Nord. Dès mai 1948, dans une lettre confidentielle à son ministre de la Défense, le directeur de l'*Etterretningstjenesten*, Vilhelm Evang expliqua que « les transmetteurs ser[ai]ent entreposés en sécurité et ne ser[ai]ent utilisés que si certaines portions du territoire [éta]ient envahies par une puissance étrangère¹ ».

Ce besoin du service de renseignement norvégien de sécuriser le contrôle national sur ses activités, pour des raisons politiques, trouva un écho dès avril 1952 dans les préoccupations du *Forsvarets Efterretningstjeneste* danois, puis en mai 1957 du *Buitenlandse Inlichtingendienst* hollandais.

Cette fois, la demande norvégienne, qui rejoignait la hollandaise, visait à obtenir le contrôle des opérations *Stay-Behind* au sein des *Tripartite Meetings*. Il était demandé la création de « sections nationales » en leur sein, qui laisseraient la place à l'autonomisation des réseaux, ainsi que le déplacement des quartiers-généraux, installés jusque-là à Londres². La raison de la dissolution de la *Mission 1948*, peu après le retour du général de Gaulle au pouvoir en France, en octobre 1958, était à mettre sur la nouvelle conception du programme *Stay-Behind* envisagé depuis la création de l'ACC. De fait, encore une fois, le SDECE se trouvait en position de précurseur, puisque la solution choisie pour remplacer la *Mission 1948* fut de recourir, non plus à des civils, mais à des retraités du service de renseignement. Dans le même temps, l'élimination de Roger Wybot de la tête de la DST³ permit de retirer au ministère de l'Intérieur la charge d'organiser la filière d'évasion.

Cette fois, peu de services suivirent la solution française. L'*Etterretningstjenesten* résolut son problème directement avec un officier général américain dès le 14 octobre 1958.

La situation se détendit avec la reconnaissance, par un document transmis par le SHAPE au CPC, le 18 juillet 1961, de la responsabilité de chaque service de renseignement de ses réseaux *Stay-Behind* (renseignement, action, évasion) tant dans l'activation que dans l'action limitée à leur territoire national.

Le SACEUR, le général Norstad, avait compris combien il dépendait du renseignement fourni par ces services et combien était important le bon déroulement des plans d'évasion des élites politiques, militaires, économiques de chaque pays dans les premières heures de l'invasion soviétique.

Mieux, il institua des *Allied Clandestine Co-ordinating Groups* (ACCG), tant au SHAPE qu'auprès de chacun des trois commandements régionaux (AFNORTH, AFCENT, AFSOUTH). Ces ACCG seraient créés en temps de guerre et armeraient les sections de renseignement régionales grâce au concours des services y dépendant et, naturellement, du binôme anglo-américain⁴.

La solution adoptée le 30 avril 1958 n'était pas totalement opposée aux vues du SHAPE. En effet, le CPC prit un tour plus militaire, alors que « les relations à l'intérieur de l'ACC étaient complètement différentes (...), clairement plus détendue[s] et amicale[s]. » Cette atmosphère différente s'expliquait par le fait que la nouvelle structure ne concernait plus que les services de renseignement. Elle s'affirmait comme un comité technique, où étaient échangés les différents retours d'expérience, selon un principe de réciprocité d'autant plus évident que tous les opérateurs *Stay-Behind* partageaient les mêmes techniques et les mêmes matériels⁵.

Au contraire, le CPC pouvait poursuivre dans la voie qui, depuis la diffusion, le 8 octobre 1952, d'une directive sur « la guerre non-orthodoxe » - émanant de la section *Special Projects du bureau Plans, Policy, Operations* du SHAPE⁶ - avait provoqué une rupture conceptuelle dans la compréhension du programme *Stay-Behind*.

¹ Olav Riste, *op. cit.*, p. 16.

² *Ibid.*, p. 47.

³ Gérald Arboit, *op. cit.*, p. 344.

⁴ Olav Riste, *op. cit.*, p. 48-49.

⁵ Paulo Inzerilli, *Gladio. La verità negata, Bologna, Anabasi, 1995*, p. 61-64.

⁶ Cette note fut révisée cinq fois en 1963, 1968, 1972, 1976 et 1981.

Ce document de base des discussions du CPC rompait avec la conception, prévalant depuis 1947, des réseaux comme une matrice de la résistance à venir et une filière d'évasion et d'extraction. Il insistait en effet sur un nouveau concept, tout droit sorti de la réflexion du Pentagone plutôt que de l'OPC qui en avait la charge depuis 1947¹, relatif aux opérations spéciales.

La guerre de Corée avait joué un rôle déclencheur des deux côtés de l'Atlantique. Le 15 janvier 1951, l'US Army avait créé l'*Office of the Chief of Psychological Warfare* (OCPW) et lui avait confié la préparation de la guerre psychologique, mais aussi des opérations spéciales. Son chef, le général Robert McClure, voyait d'un mauvais œil les opérations de l'OPC dans ce domaine qui était celui de l'armée. Il recruta notamment un ancien Jedburgh ayant opéré en France, le colonel Aaron Bank, ainsi que le lieutenant-colonel Russell W. Volckmann, qui avait organisé et conduit des opérations derrière les lignes ennemies aux Philippines et en Corée du Nord.

Ces spécialistes des *Unorthodox Military Forces* inventèrent en seize mois le concept américain de « Forces spéciales ». A partir de février 1952, l'OCPW reçut des officiers britanniques, danois, belges, français et italiens pour des cours de guerre psychologique pendant huit mois. Informé via sa correspondance privée avec le chef d'état-major du Commandement des forces américaines en Europe (EUCOM), le général Daniel Noce, McClure en vint à penser que la présence d'un *Special Forces Group* (Guerilla Warfare) était nécessaire dans la planification des actions du nouveau Jour J, celui de l'invasion soviétique². Le passage de l'EUCOM au SHAPE se fit à l'occasion de la mise à jour de l'*Emergency Plan Defence*, c'est-à-dire des recommandations aux forces de l'OTAN en vue d'un conflit imminent, au cours de l'année 1953.

En février et en juin 1953, le CPC fut invité à réfléchir sur les moyens par lesquels les réseaux *Stay-Behind* pouvaient contribuer à retarder l'avance adverse dans les premiers jours de l'invasion. Cette militarisation évidente d'un programme qui, dès sa conception britannico-française, ne devait pas l'être imposa, que les services spéciaux revissent leur conception du *Stay-Behind* autant que du renseignement. D'une manière générale, cela ne posait pas de problème aux services des Etats qui avaient eu à faire face à des guerres coloniales, comme le *Buitenlandse Inlichtingendienst* hollandais et le SDRA belge.

Ainsi, les cinquante-sept hommes - dont dix-sept cadres - du SDRA VIII, structure d'accueil du *Stay-Behind* belge, se constituèrent en unité d'action clandestine.

Par contre, pour les autres services, il en alla autrement. Le choix fut encore une fois politique, opposant à nouveau les deux conceptions, britannico-française et américaine. Ténante de la première, la Norvège avait fait le choix de ne pas revivre la surprise de l'invasion allemande du 9 avril 1940 ; aussi, dès le 10 juin 1949, elle avait fait afficher dans tous les bâtiments militaires les *Direktiver for militære befalingsmenn og militære sjefer ved angrep på Norge* [Directives pour les officiers des armées et les commandants militaires quant à une attaque contre la Norvège] qui insistait présentement sur l'importance de maintenir l'opérabilité de la « Cinquième colonne », c'est-à-dire la résistance. Pour cela, elle avait créé une *Heimevernet* (Garde nationale), le 6 décembre 1946. Les réflexions du *Etterretningstjenesten* le portèrent d'abord à envisager de mobiliser vingt anciens de la *Lingekompaniet* du SOE, puis à passer le dossier à l'*Heimevernet*³.

Le SIFAR opta pour la position française. La création tardive de son réseau, appelé *Gladio*, le 26 novembre 1956, à la suite directe d'un accord avec la CIA, ne lui permettait pas de se défausser. Dépendant largement des subsides américains, le SIFAR entreprit de se doter d'un service Action. Seulement, il le fit à son rythme, et non à celui de la Guerre froide : un premier accord inter-services fut conclu en 1952⁴, mais la coordination des éléments issus des unités Osoppo, Giglio I et Giglio II pour former le réseau *Stay-Behind* prit quatre ans. Fut compris dans ce délai l'achat sous couverture, dès le 8 mai 1954, de terrains au nord du cap Marargiu, en Sardaigne, et les travaux d'aménagement qui durèrent jusqu'au 22 juillet 1956. A cette date, l'état-major de l'Armée entérina la création du *Centro addestramento guastatori* (CAG), une autre couverture derrière laquelle se camouflait le service de renseignement italien ; un cours de parachutisme y fut inauguré le 23 mars 1957, bientôt suivi de deux autres consacrés à la plongée et aux opérations en terrains difficiles.

Les premiers entraînements commencèrent début 1958⁵, soit un an et demi après la création du réseau *Stay-Behind*, le 26 novembre 1956. L'énoncé des cours montra bien l'influence du modèle américain, orienté davantage vers les opérations spéciales.

¹ CIA, FOIA, CIA-RDP80R01731R001100080013-2, Wisner à Hillenkoetter, 29 octobre 1948.

² Alfred H. Paddock, Jr., *U.S. Army Special Warfare, Its Origins. Psychological and Unconventional Warfare, 1941-1952*, Honolulu, University Press of the Pacific, 1982, p. 141-149.

³ Olav Riste, *op. cit.*, p. 50.

⁴ SIFAR, « *Relazione sul corso effettuato negli USA dal gruppo di personale SAD-CAG (9 ottobre-15 novembre 1957)* », Camera dei deputati, *Relazione del comitato parlamentare...* *op. cit.*, p. 4.

⁵ Giuseppe di Lutis, *op. cit.*, p. 59-60.

A la différence de ses aînées constituées une décennie plus tôt en Europe du Nord, autour de l'infiltration/exfiltration et des liaisons radio, la structure italienne se conformait aussi aux différentes considérations du SHAPE relatives aux *Unorthodox Military Forces* ; la CIA avait demandé au SIFAR de les intégrer dans l'élaboration de sa structure *Stay-Behind*. Elles apparurent dans une note du 1er juin 1959, intitulée fort à propos « Le "forze speciali" del SIFAR e l'operazione "Gladio" [Les forces spéciales du SIFAR et l'opération Gladio] », sous la forme de cinq unités « prêtes à l'emploi ».

Déployées dans le nord-est du pays (lacs lombards, Trentin, Vénétie, Frioul, Trieste), elles devaient compter pratiquement mille hommes, sur un effectif théorique de 1 500, et une réserve d'autant. Toutefois, empruntant sa structure au réseau du BND, elles furent divisées en quarante cellules (six dédiées au renseignement, six à la propagande, six à l'infiltration/exfiltration, dix au sabotage et douze à la guérilla) à l'effectif théorique de deux ou trois hommes et deux radios chacune, soit 280 hommes. Même en ajoutant les deux nouvelles unités, créées entre 1970 et 1976, les effectifs théoriques ne furent jamais atteints¹.

Le décalage entre les chiffres évoqués dans la note de 1959 et la réalité arithmétique doit davantage s'expliquer par une volonté des dirigeants du SIFAR de profiter de la manne américaine, qui avait été décisive pour le choix de la CIA plutôt que du SIS ; les regrets du chef de poste de la CIA à Rome de novembre 1951² avaient également été bien compris par les différents chefs du SIFAR qui surent en tirer profit !

À chaque nouvelle mise à jour de l'*Emergency Plan Defence* et de la directive sur « la guerre non-orthodoxe », par le bureau *Plans, Policy, Operations* du SHAPE, le CPC devint l'enceinte de débats concernant l'adaptation du concept de « Forces spéciales » aux réseaux *Stay-Behind*. Qu'il s'agisse d'introduire le concept de « contre-insurrection », d'organiser des groupes clandestins d'action ou de se former à la *Psychological Warfare*, les demandes du SHAPE suivaient les évolutions de la pensée stratégique américaine.

Pourtant, elles ne rencontrèrent guère d'échos parmi les services de renseignement européens. Même le SIFAR cessa au cours des années 1970 de nourrir ses structures de « *forze speciali* », faute de pouvoir recruter le personnel suffisant. Son dernier exercice d'ampleur (*Delfino*) se déroula du 15 au 24 avril 1966, dans la région de Trieste, sur le thème de l'insurrection et de la contre-insurrection, avec la participation des cadres de l'unité « prête à l'emploi » locale, d'une cellule de propagande et d'une autre d'infiltration/exfiltration³.

En mars 1973, les cadres du Centre d'entraînement de Cap Marargiu participèrent encore à un exercice du même type en Haute-Bavière (*Alpine Friendship*), à l'invitation du BND⁴. Dix ans plus tard, ils en furent réduits à diminuer leurs cours destinés aux *Stay-Behind*, avant de les supprimer en août 1990⁵. Deux raisons expliquaient ce délitement. La première était conjoncturelle : la Guerre froide était entrée depuis 1962 dans une phase de détente, renvoyant du même coup l'imminence d'une invasion soviétique à une hypothèse moins crédible.

L'autre était structurelle : soumise à une pression parlementaire depuis l'échec du débarquement de la Baie des cochons (1961), la CIA était contrainte de réduire ses dépenses relatives à ses opérations clandestines. Ancien responsable de la liaison avec l'Organisation Gehlen devenu directeur de l'Agence, Richard Helms entreprit de mettre fin à différents programmes, dont le *Stay-Behind*. A un journaliste qui l'interrogea sur les opérations clandestines de la CIA en Europe, il déclara avoir « du mettre fin à tous ces projets. Quel aurait été le sens du maintien de ces opérations si longtemps ?⁶ ». L'arrêt des financements s'échelonna de 1965 à 1975. Des réseaux unilatéraux de la CIA, en Allemagne (Cahazi, Okscramble) et en Grèce (Thundine) furent tout simplement supprimés. D'autre, comme le luxembourgeois et le hollandais, se virent priver de leur financement américain et furent laissés à la seule charge de leurs services nationaux ; concernant le premier, un rapport de la CIA du 26 février 1965 notait qu'il n'existait que sur le papier⁷.

Ces décisions compliquèrent leur coordination. Ni le SHAPE, puisqu'il ne s'agit pas d'un programme proprement OTAN, ni le SIS et encore moins le SDECE, ne furent disposés à remplacer l'agence américaine. De fait, les réunions tripartites, qui concernaient trois des réseaux *Stay-Behind* dépendant du CPC ainsi que la Suède, devinrent annuelles⁸. Seules les réunions de l'ACC et du CPC restèrent biennuelles.

C'en était fini des « armées secrètes de l'OTAN », si jamais elles existèrent un jour. Chaque service reprit son organisation nationale. Le SDECE reversa les groupes clandestins d'action au 13e régiment de Dragons parachutistes, transformé en régiment de recherche interarmes, le 1er juillet 1963, après qu'il eût incorporé les effectifs de la 7e compagnie de commandos, structure expérimentale de renseignement à longue distance créée en avril 1960⁹.

¹ Camera dei deputati, op. cit., p. 80-81.

² CIA, FOIA, CIA-RDP80B01676R002300060050-8, DAILY STAFF MEETING, 8 novembre 1951.

³ Camera dei deputati, op. cit., p. 42-46.

⁴ Michael Muller, Erich Schmidt-Eenboom, *Histoire des services secrets allemands*, Paris, Nouveau monde, 2009, p. 272.

⁵ Camera dei deputati, op. cit., p. 66-67.

⁶ Jonathan Kwitny, « A International Story. The CIA's Secret Armies in Europe », *The Nation*, 6 avril 1992.

⁷ CIA, FOIA, AEDEPOT, 2, 0012, Memorandum WUDEPOT, 8 mars 1965, Annexe [26 février 1965].

⁸ Olav Riste, op. cit., p. 53.

⁹ Maurice Faivre, « Création et évolution du 13e RDP, 1960-1990 », *Cahiers du Centre d'études d'histoire de la Défense*, n° 32, 2007, p. 157-170. Robert Gaget, *Au-delà du possible : Recherche du renseignement en régions hostiles*, Grancher, 2002.

Tout dans leur formation parachutiste (effectuée à Schongau), dans leur matériel-radio (SP20) et dans leurs missions d'observation et de transmission participait à la fois des missions incombant aux *Stay-Behind*, attendues par le SHAPE, et à celles des forces spéciales destinées à opérer sur le théâtre de l'AFCENT. Cette solution française fut d'ailleurs contemporaine du transfert du *Lehrgruppe R* (groupe de formation) du BND à la *Bundeswehr*, le 16 novembre 1961, pour constituer la *Fernspählehrkompanie 200*, le 1er octobre 1963¹. En raison des liens entre la CIA et le BND, ce qui restait du *Stay-Behind* allemand concentra sa mission sur l'assistance clandestine aux UMF et sur les actions visant à retarder l'avance adverse dans les premiers jours de l'invasion².

Les Belges confièrent cette mission au 4e bataillon commando de réserve (1962-1994). En Norvège et au Danemark, comme en Suède et en Finlande pour les réseaux hors-OTAN, les ressources du *23rd Special Air Service* britannique et du *10th Special Forces Group* américain furent proposées, avec plus ou moins de succès, en raison des susceptibilités nationales³. Cette évolution fut entérinée par l'OTAN qui, en 1974, tint une conférence, organisée par un sous-groupe du SHAPE, qui suggéra l'entraînement en commun des unités de patrouille en profondeur et des UMF. Celui-ci aurait lieu dans un centre de formation dédiée en Europe que s'engagèrent à établir la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni. L'*International Long Range Reconnaissance Patrol School* fut inauguré à Weingarten, dans le Wurtemberg, le 1er août 1980⁴.

Cette militarisation, résultant des réductions budgétaires allouées à l'action clandestine, et cette évolution vers les opérations spéciales rompirent l'égalité entre partenaires des réseaux *Stay-Behind*. Seuls le « groupe dirigeant », le BND et le *Servizio informazioni difesa* (qui remplaçait depuis 1966 le SIFAR), parce que situés en première ligne face à l'invasion, évoluèrent dans cette voie.

Parce qu'il disposait de la plus petite structure, le Service de renseignement de l'Etat luxembourgeois se contenta plus simplement de rayer les « actions » de son programme.

Ce faisant, il agit en conformité avec les revendications des petits pays d'Europe du Nord qui, au moment de voir les structures *Stay-Behind* passer sous la coupe de l'Etat, au printemps 1951, ne souhaitaient déjà pas participer aux « opérations spéciales »⁵.

« De par sa situation démographique particulière, le Luxembourg ne peut se permettre de recruter et d'instruire des agents destinés à des actions de sabotage. Toutefois,

il accepte les propositions du Royaume-Uni pour organiser des groupes clandestins d'action (CAG) et de les instruire en temps de guerre (conférer UK/ACC/L/1/77), groupes recrutés parmi le personnel luxembourgeois ayant pu regagner le Royaume-Uni. Ces CAG seront aux ordres du gouvernement luxembourgeois, et le cas échéant, du cadre national de l'ACB, mais sont uniquement destinés à remplir des missions requises par le commandement militaire allié⁶».

Les agents luxembourgeois ne furent pas plus formés aux *PsyOps*. Comme il n'était pas plus prévu de les intégrer dans des groupes locaux de résistance, l'appui aux UMF se résuma à recueillir et à guider de petites équipes, à leur fournir des renseignements et à les approvisionner⁷.

Seuls survécurent jusqu'à l'automne 1990, les exercices bi-ou tri-nationaux d'infiltration/exfiltration, entre services de renseignement ou dans une cadre totalement international d'UMF. Ils répondaient à une nécessité typiquement militaire, développée depuis le début des années 1950 par les planificateurs du JCS, en collaboration avec l'OPC⁸, et naturellement reprise par ceux du SHAPE et des états-majors européens. Ils s'inscrivirent aussi dans les attentes du développement par le SACEUR d'un système militaire de contre-surprise, mis en œuvre en mars 1959⁹.

Le commandant en chef de l'Armée britannique du Rhin, le général John Harding (1951-1952), fut peut-être le premier européen à faire siennes les prescriptions américaines, dès janvier 1952, suggérant l'emploi d'une « organisation *Stay-Behind* allemande de sabotage » dans les exercices d'aguerissement. Pour Harding, cette solution s'imposa en raison du « dividende le plus élevé possible [à payer] une telle organisation devrait être composée d'Allemands¹⁰ ».

Toute autre fut la proposition d'un de ses successeurs, le général Alfred Dudley Ward (1957-1960). D'abord parce qu'elle fut transmise non plus au Bureau opérations et renseignements militaires du *War Office*, mais aux bureaux « opérations » des ministères de la Défense des quatre nations qui lui fournissait des troupes (Grande-Bretagne, Belgique, Hollande, Allemagne). Ensuite, parce qu'elle s'inscrivait directement dans le concept du SACEUR. Il suggéra de mettre en place des processus d'alerte, de « niveau orange » (attaque ennemie à moins de 36 heures) et de « niveau écarlate » (attaque ennemie à moins d'une heure). Il estima ainsi pouvoir « assumer ses pleins pouvoirs de commandement OTAN (...) et instaurer une chaîne de commandement de guerre¹¹ ».

¹ Heinz Duthel, *Die Spezialeinheiten*, Norderstedt, BoD-Books on Demand, 2013, p. 375-376.

² Jacques Baud, *op. cit.*, p. 666.

³ Olav Riste, *op. cit.*, p. 54.

⁴ TNA, DEFE 48/496, *Defense Operational Analysis Establishment, Project 147, The NATO Intelligence System*, juin 1969.

⁵ *Ibid.*, FO 371/96420, *Brief for Air Marshall Elliot, British Representative for the Standing Group on conclusion WU 82/51*, 24 juin 1951.

⁶ Note de la branche « Plans » du 21 mars 1977, citée dans *Chambre des députés*, *op. cit.*, p. 9.

⁷ Gérard Arboit, « Les réseaux *Stay behind* en Europe... », *op. cit.*, p. 145-158.

⁸ Cf. *The Foreign Intelligence Program of NSC 135*, 15 août 1952, *op. cit.*

⁹ TNA, DEFE 13/14, *Saceur's Counter-Surprise Military System*, 9 mars 1961.

¹⁰ *Ibid.*, WO 106/6051, Harding, 17 janvier 1952.

¹¹ *Ibid.*, FO 371/154587, lettre du 14 mars 1960, annexée à *Saceur's Counter-Surprise Military System*, 14 juillet 1960.

Ward adhéra également à la vision du JCS qui souhaitait disposer de forces conventionnelles suffisantes pour protéger le déploiement des unités « *Green Light* » de contre-attaque nucléaire¹. Dans les deux cas, des unités *Stay-Behind* devaient jouer leur rôle, ceux d'émanation britannico-française dans un premier temps, ceux formés par les États-Unis - particulièrement les structures allemandes - dans un second temps; si le champ d'action des premiers s'éteignit avec la Guerre froide, celui des seconds disparut au milieu des années 1980.

Il semblerait que les propos de Harding commencèrent à avoir un début de réalisation au cours de l'année 1961. Le *Stay-Behind* allemand, inféodé à la CIA et opéré par le BND, fut impliqué dans deux exercices, l'un avec la *BundesMarine* en mer du Nord, autour de l'île de Borkum, l'autre avec le « service clandestin français » et consacré au franchissement de frontière aux environs de Pirmasens-Zweibrücken².

En octobre 1973, le 23rd SAS mena à Soltau, en Basse-Saxe, un exercice de détection des réseaux *Stay-Behind*; 27 des 31 lignes *Stay-Behind* furent découvertes dans les six premières heures de l'exercice, rappelant la prémonition de Frank Wisner d'août 1952³. Du 24 avril au 15 mai 1984 se tint la manœuvre Oesling, dans les Ardennes belges, entre forces spéciales belges et américaines, à laquelle participa le *Stay-Behind*. Puis suivirent, pour le SDRA VIII uniquement, les exercices *Wodan* (avec le G7 hollandais) et *Thunderbolt* (avec les forces spéciales américaines) en 1985, *Seabird 1* (toujours avec les forces spéciales américaines) en 1987, *Seabird 11* (avec le G7) en 1988, ouvert en 1989 à *Gladio* (*Seabird 111*). Enfin, en 1990, le SDRA VIII mena *Margarita* avec les forces spéciales britanniques. Ces exercices avaient pour objet de tester le professionnalisme et les performances des réseaux. Se jouant des frontières d'Europe occidentale, coordonnés par des liaisons radio interopérables, les réseaux *Stay-Behind*

continuèrent à s'entraîner à faire passer, en moins d'un mois, un agent de Norvège en Italie sans que celui-ci soit soumis à un contrôle douanier ou policier. Un agent belge, Michel Van Ussel, se souvient particulièrement de cette procédure qui, pour des raisons financières, resta exceptionnelle :

« *par une nuit sans lune, un sous-marin anglais faisait surface au large des côtes norvégiennes, un canot transportait furtivement l'agent sur le rivage en suivant les signaux lumineux effectués depuis la plage par un agent du réseau local. Le canot regagnait ensuite le sous-marin pendant que le "visiteur" était intercepté par un agent civil qui l'interrogeait et le fouillait, afin de vérifier qu'il s'agissait bien de la personne attendue. Pris en charge par l'organisation, le "visiteur" était ensuite conduit à pied, à cheval ou en voiture de réseau en réseau jusqu'à atteindre Kristiansand [côte sud de la Norvège]. De là, un pêcheur travaillant pour l'organisation le transportait à Aalborg [côte nord du Danemark], où le réseau danois prenait le relais. Ainsi, après un périple d'un mois via les Pays-Bas, la Belgique et la France, le "visiteur" arrivait finalement par un beau matin dans la région du Frioul, en Italie, sans avoir été soumis une seule fois à un contrôle des douanes ou de la police, ce qui constituait l'un des objectifs de la mission. Sous surveillance constante, il était passé entre les mains de plusieurs dizaines de réseaux d'évasion* »⁴.

Le plus souvent, les exercices se limitèrent à deux ou trois pays, utilisant les voies aériennes aussi bien que terrestres ou maritimes. Pierre Marion, le premier directeur général de la sécurité extérieure (DGSE) - qui remplaça le SDECE en 1982 - en fit l'expérience personnelle à l'occasion d'un exercice que lui concocta le service Action entre Paris, Avignon et Marseille pour réapparaître en pleine Méditerranée⁵.

LES SCANDALES DE LA RÉVÉLATION

Malgré les réussites opérationnelles du programme *Stay-Behind*, la sécurité ne fut jamais totalement assurée. Pas plus que les délibérations des *Post Hostilities Planners* ou les opérations clandestines au-delà des lignes soviétiques ne restèrent ignorées de la partie adverse, les réseaux dormants des différents services de renseignement ne furent jamais un secret, ni pour leurs homologues du Bloc soviétique, ni pour la presse occidentale. La première fuite incombait certainement à George Blake, officier du SIS arrêté en avril 1961 sous l'accusation d'espionnage pour le compte du KGB.

Le directeur du *Binnenlandse Veiligheidsdienst*, Jacob Johan Lodewijk Van Lynden, fut pris d'un effroi quand il apprit la défection de cet officier de renseignement britannique. N'avait-il pas accompagné le retour du service de renseignement hollandais dans les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'en septembre 1945 ?

Ne participa-t-il à quelques opérations au titre de la liaison entre services britanniques et néerlandais ? Concernant le *Stay-Behind*, n'avait-il pas déambulé dans la villa Maarheeze de Wassenaar, devenue le quartier général du *Bureau Natio-*

¹ CAB 163/38, NATO Special Committee, Nuclear Planning Working Group: Role of Tactical Nuclear Weapons, (proposition britannique), 12 avril 1966. Cf. Joe R. Garner, Codename Copperhead: My True Life Exploits as a Special Forces Soldier, New York, Simon & Schuster 1994, p. 19-25.

² CIA, FOIA, SATURN, 0039, Summary of MLB Plans Section Action. August and September 1961, 11 octobre 1961.

³ TNA, DEFE 48/279, juin 1974; The Foreign Intelligence Program of NSC 135, op. cit.

⁴ Michel Van Ussel, op. cit., p. 57.

⁵ Témoignage de Pierre Marion, 20 janvier 1994; Pascal Krop, Les secrets de l'espionnage français, Paris, JC Lattès, 1993, p. 529.

nale *Veiligheid* et de son bureau « I », chargé du réseau néerlandais ? Ne s'était-il pas entretenu avec Garrelt Andreas Van Borssum Buisman, qui devait diriger ce service ?

Et s'il connaissait l'emplacement des installations et l'identité des membres de l'armée secrète néerlandaise ?

Van Lynden mourut en 1989, sans avoir eu la réponse à ses questions de 1961. Trois ans après son décès, Blake déclara n'avoir jamais été informé de ce programme, ni interrogé à ce sujet par le KGB. De plus, il ne se souvenait pas de Van Borssum Buisman¹.

La sécurité de ces réseaux était certainement menacée depuis le passage à Berlin-Est, le 22 juillet 1954, d'Otto John, responsable du *Bundesamtes für Verfassungsschutz* (Office fédéral de protection de la constitution, BfV). Mais la connaissance de Zipper et de ses spécificités échappaient au chef du contre-espionnage allemand. Au cours de son débriefing par le *Ministerium für Staatssicherheit* (ministère de la Sécurité d'Etat, MfS), il ne fit en effet qu'une allusion à une opération montée par la CIA, autour du *Bund Deutscher Jugend* révélée par la presse allemande depuis deux ans déjà.

Et encore, il ne s'agit pas d'une structure *Stay-Behind*, mais d'opération destinée à agir sur les élections dans un « pays interdit » (*Denied Area*), en l'occurrence la République démocratique allemande². Cette affaire contribua néanmoins à valider les thèses erronées sur l'histoire de ces réseaux dormants de la Guerre froide. Van Lynden ne changea certainement pas d'avis après qu'il fut mis au courant d'une nouvelle affaire d'espionnage, touchant cette fois le BND.

Le 20 décembre 1976, le service de renseignement extérieur allemand arrêta une de ses secrétaires, Heidrun Hofer (« Rosie »). Depuis six années, elle travaillait pour le KGB, après avoir été séduite par un « Roméo » est-allemand (« Roland ») ; son officier traitant, qu'elle rencontrait à Innsbruck, fut, à partir du 26 février 1976, Ivan Dmitriyevich Unrau (« Vladimir »), un illégal du KGB. Depuis 1974, Hofer était au quartier-général du BND, à Pullach, affectée à la section IG3 qui gérait l'action du *Stay-Behind* allemand. Elle apprit ainsi les actions de formation, les exercices, l'emplacement des radios, les lieux d'évacuation, les personnels concernés.

Toutes ces informations furent transmises au KGB, d'abord par « Vladimir », puis par des illégaux du MfS, « Frank » et « Mazon ». Une étude interne au BND évalua le coût de cette fuite et de ses conséquences pratiques - notamment le réaménagement des caches et le transbordement des matériels qu'elles contenaient - à quelque 51 millions d'euros³.

Enfin, il y eut la fuite du SDRA VIII, liée au financement des Harpoon par le ministère de la Défense. Contrairement à la Sûreté de l'Etat, l'acquisition des appareils Harpoon par le SGR (Service général de renseignement) ne fit pas l'objet d'un crédit budgétaire décidé en conseil des ministres, mais fut traité par une voie administrative « raccourcie et sécurisée ». Du moins, le crut-on au SGR ! En effet, au début de 1987, les premiers paiements furent effectués par le Service général des achats de l'Etat-major général de la Défense.

Bien qu'affecté à la section du matériel volant, le colonel Gustave (Guy) Binet prit connaissance de l'achat des 59 appareils par le SDRA VIII. Une copie des factures fut retrouvée dans son placard à l'Etat-major par les enquêteurs, le 2 septembre 1988, sans qu'ils purent assurer qu'il les avait transmises aux Soviétiques. Recruté au printemps 1986 par l'attaché militaire adjoint Petr Prokoptsov « Piotr », lieutenant-colonel du GRU (*Glavnoje Razvedyvatel'noje Upravlenije*, Direction du renseignement militaire), il fut formé aux techniques clandestines, notamment au maniement d'un appareil photographique, à Vienne, du 18 au 21 août 1986 et du 10 au 14 janvier 1987, sous la supervision du général Ivan Glazkov (« Valère »). Binet transmit des dizaines de microfilms comprenant des milliers de pièces traitant de l'armée belge et de la stratégie de l'OTAN, qu'il déposa dans une boîte aux lettres morte de Court-Saint-Etienne ou de Vienne, entre le 14 janvier 1987 et le 29 août 1988.

En décembre 1987, le SGR identifia l'officier sur un cliché prise par la DIA (*Defense Intelligence Agency*) à Vienne, en janvier précédent, et adressé par l'OTAN à tous les services de renseignement de ses pays membres. En outre, Binet était sous surveillance du SDRA VIII depuis qu'il voulût, en août précédent, accéder à un document de la Force aérienne dont il n'avait pas besoin d'en connaître. L'officier put encore mener deux livraisons de documents (27 mai et 29 août) avant d'être arrêté le 2 septembre 1988 et inculpé, quatre jours plus tard, d'atteinte à la sûreté de l'Etat ; le 20 juin 1989, Binet fut condamné à vingt ans de prison. Mis au courant de l'ampleur des fuites par l'Etat belge, l'OTAN demanda que le contenu des documents secrets ne fût pas révélé au public, et l'affaire fut réglée à huis-clos. Cela eut aussi pour but de camoufler l'identité du contact soviétique de Binet. La presse annonça qu'il avait été arrêté le 4 septembre 1988, alors qu'il venait récupérer la dernière livraison de l'officier belge, placé au secret. En fait, le SDRA VIII chercha à le retourner, mais la médiatisation de l'arrestation de Binet fit échouer la manœuvre. L'ambassade soviétique fit exfiltrer l'officier soviétique⁴.

¹ Paul Koedijk, « Nederland was voorbereid op Een nieuwe oorlog [Les Pays-Bas étaient préparés pour une nouvelle guerre] », *Vrij Nederland*, 11 juillet 1992.

² Bstu, MfS AP 11263/56, Otto John, 14 octobre 1954 ; Bernd Stöver, « Der Fall Otto John. Neue Dokumente zu den Aussagen des deutschen Geheimdienstchefs gegenüber MfS und KGB [Le cas de John Otto. Nouveaux documents de la Stasi et du KGB sur le compte du chef du renseignement allemand] », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, janvier 1999, p. 103-136.

³ Christopher Andrew, Vassili Mitrokhin, *The Sword and the Shield. The Mitrokhin Archive and the Secret History of the KGB*, New York, Basic Book, 2001, p. 448-449 [Mitrokhin se trompe d'une année cf. « Hat Spionin Hofer den BND auf Jahre gelähmt? », *Die Welt*, 14 janvier 1977 et « Großer Appetit », *Der Spiegel*, 2 juillet 1979] ; Michael Muller, Erich Schmidt-Eenboom, op. cit., p. 269-272.

⁴ *Le Soir* des 6 septembre 1988 et 14 septembre 1991 ; Paul Thomas, *L'espionnage en Belgique. De la guerre froide à aujourd'hui*, Bruxelles, Jourdan, 2012, p. 173-176.

Conjuguées aux fuites plus générales concernant l'OTAN¹ et les UMF, dues à des agents soviétiques recrutés dans toutes les chancelleries occidentales, notamment allemande, aussi bien que dans les locaux de l'Alliance atlantique, l'Union soviétique disposait d'informations précises sur le programme *Stay-Behind* et ses évolutions successives dès le début des années 1960. Ces renseignements étaient recueillis par le KGB, mais surtout par le GRU, compétent pour les questions militaires. Mieux, les Soviétiques disposaient en Europe occidentale de leurs propres *Stay-Behind*.

Les forces spéciales du GRU (*Spetsnaz*), installées en Allemagne de l'Est, entretenaient en Europe de l'Ouest un réseau d'agents dormants, recrutés en fonction de critères spécifiques (profession, domicile, compétences...), semblables aux agents *Stay-Behind* ; la seule différence fut qu'ils étaient recrutés à l'occasion de voyages touristiques dans les pays du Pacte de Varsovie et non dans leur pays de résidence.

Ils devaient se mettre au service des *Spetsnaz* lors de leurs opérations, qu'elles eussent lieu en temps de paix, comme cela arriva de nombreuses fois sur le théâtre centre-européen, ou dans la perspective de l'invasion soviétique. L'édition de 1982 du manuel du *40 Fallschirmjägerbataillon Willi Säger* est-allemand, appelé être utilisé comme une unité commando pour infiltrer et saboter les structures de commandement de l'OTAN et les routes d'approvisionnement, spécifiait :

« *qu'avant l'engagement (...), le chef de groupe [pouvait] recevoir des adresses de personnes dignes de confiance, susceptibles de soutenir le groupe (...) après échange d'un mot de passe*² » .

De ce point de vue technique, ils ne se différaient guère des *Stay-Behind*, même si leurs finalités les opposaient. Les services de renseignement occidentaux purent le remarquer lorsque deux officiers du Bloc de l'Est au courant de ces questions firent défection³ ; le premier était un général tchécoslovaque, Jan (Honza) Šejna, en février 1968⁴ ; le second un capitaine du GRU, Vladimir Bogdanovich Rezun, en juin 1978, qui laissa un témoignage précis⁵.

Pourtant, la plus grande menace que durent affronter les structures *Stay-Behind* occidentales fut assurément leur médiatisation. Elle résultât de découvertes intempestives de dépôts d'armes (Italie, 1972 ; Norvège, 1978 ; Pays-Bas, 1983), ou répondit aux déclarations d'anciens officiers de renseignement (William Colby, 1978 ; Marcel Le Roy-Finville, 1980 ; Louis Mouchon, 1985 ; André Moyen, 1985 ; Raymond Hamel, 1989), de juges (Felice Casson, Guido Salvini) ou de ministres de la Défense (Rolf Hansen, 1978 ; Jacob de Ruijter, 1983).

La mise en lumière fortuite de ces réseaux de l'ombre ne s'accompagna pas encore d'amalgames et d'idées reçues qui compliquèrent par la suite la compréhension de leur rôle.

Les mémoires de Colby, où il dévoilait le rôle qu'il jouât dans l'établissement des réseaux *Stay-Behind* en Scandinavie, furent accueillies par le plus grand silence de la presse européenne. Quant aux dénégations des politiques, suite à la découverte de caches d'armes, elles se heurtèrent, en pleine Guerre froide, à la raison d'Etat. Aucune majorité, pas plus en Europe du Nord qu'en Italie, n'était prête à ouvrir une enquête. Quant à exiger le démantèlement de réseaux, il ne pouvait en être question. Partout où le programme *Stay-Behind* apparut subrepticement, la question fut rapidement éludée et disparut de l'espace public. Bien évidemment, ces révélations médiatiques mettaient un peu plus à mal un secret déjà en partie révélé par l'espionnage soviétique.

Comme dans le cas de l'affaire Hofer, elles obligèrent les services à rapatrier les armes stockées dans le cas d'une invasion adverse. Mais, toutes ne rentrèrent pas, soit qu'elles fussent découvertes par des individus qui ne se signalèrent pas aux médias ou aux autorités policières, soit qu'elles fussent ensevelies sous des ensembles nouvellement bâtis, résultat de l'urbanisation croissante des « Trente Glorieuses ».

Tout autre fut la réception de la déclaration du Premier ministre italien Giulio Andreotti, le 24 octobre 1990. Elle s'inscrivait dans un double contexte politique et judiciaire, propre à la seule Italie. Il prenait ses racines dans la violence politique déclenchée par la situation sociale à l'automne 1969. Extrême-droite et extrême-gauche s'affrontèrent par attentats interposés, dont les explosifs provinrent parfois des caches d'armes perdues du *Stay-Behind*. De là à le rendre responsable, il y avait un pas que les médias franchirent allègrement. Or, la participation de « gladiateurs » à ces affrontements, rendue possible par la fragmentation de l'espace public italien, ne toucha que 0,6 % des membres entre 1956 et 1980 ; tous furent exclus sans qu'ils pussent s'approprier les moyens du réseau pour leur action politique⁶.

Mais ce lien entre réseaux dormants et terrorisme d'extrême-droite avait été fait dès les prémices de l'enquête judiciaire relative à l'attentat de Peteano (1972), qui avait conduit, douze ans plus tard, à la condamnation de militants d'extrême-droite : un dépôt d'armes du *Stay-Behind* avait été découvert dans la région de Trieste, lançant la justice sur la piste de l'extrême-droite. Les recherches du juge d'instruction Felice Casson ne s'en arrêtaient pas pour autant à ce qu'il considérait comme une première étape de la révélation des collusions politico-administratives (police, services de renseignement, magistrature) dans la « stratégie de la tension » que connaissait le pays depuis l'automne 1969⁷.

¹ Cf. Vojtech Mastny, *NATO in the Beholder's Eye. Soviet Perceptions and Policies, 1949-56, Cold War International History Project Working Paper n° 35, mars 2002.*

² Jacques Baud, *Les Forces spéciales de l'organisation du Traité de Varsovie. 1917-2000, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 133.*

³ Claude Faure, *op. cit.*, p. 652-653.

⁴ Kenneth Skoug, *Czechoslovakia's Lost Fight for Freedom 1967-1969. An American Embassy Perspective, Westport, Praeger Publishers, 1999, p. 55.*

⁵ Cf. [Viktor Suvorov], *Spetsnaz. The Story Behind the Soviet SAS, Londres, Hamish Hamilton Ltd, 1987, p. 183-190.*

⁶ *Camera dei deputati, op. cit.*, p. 136.

⁷ Cf. Felice Casson, *Lo Stato violato. Un Magistrato scomodo nell'Italia delle congiure, Venise, Il Cardo, 1994.*

Ses découvertes imposèrent à l'Etat de répondre, alors qu'il se murait dans le silence. Dans le combat politique d'une République italienne finissante, tous les arguments étaient bons pour attaquer le gouvernement. Pressé de toute part, Andreotti n'eut d'autre solution que de s'en remettre à l'opinion publique et, comme tout politique, il tenta de botter en touche en élargissant la question au niveau européen¹.

Dans le contexte de la première guerre du Golfe, à l'automne 1990, les révélations italiennes nourrirent l'actualité qui prit une tournure largement anti-américaine.

La CIA devint responsable de tout², et l'OTAN apparut comme son instrument en Europe. Pourtant, dès le printemps 1992, il devint clair qu'aucun :

« éléments de preuve à ce jour n'[avait] pas appuyé les allégations initiales que les armées secrètes ont utilisées leurs caches d'armes et d'explosifs fournies par la CIA pour mener à bien une violence politique qui [aurait] tué des civils³ » .

Néanmoins, la légende des « armées secrètes de l'OTAN » se mit en place. Elle enfla à mesure des enquêtes journalistiques qui buttaient contre le silence, voire la dénégation, des politiques et des services de renseignement.

Entre une légende, forgée par le silence des services et la vérité officielle des représentations politiques, le *Story Telling* médiatique trouva naturellement son angle. Mélangeant les différentes opérations de la CIA – plus ou moins connues, plus ou moins fantasmées – une « Europe du glaive » se dessina⁴. Alors que les réseaux *Stay-Behind* concernèrent essentiellement l'AFCENT, les dévoilements italiens braquèrent toutes les attentions sur l'Europe méditerranéenne, dont l'histoire pendant la Guerre froide ne correspondait pas à la lecture démocratique et libérale caractérisant les médias d'Europe du Nord. La péninsule ibérique, la Grèce et la Turquie apparurent embarquées dans une orbite exclusivement américaine, la CIA devenant l'explication des dictatures et des coups d'Etat que connurent ces pays. Ainsi, en Grèce, alors que le pays ne participa jamais aux réunions de l'ACC, seule structure réellement consacrée au programme *Stay-Behind*, Andréas Papandréou, chef du premier gouvernement et de ministre de la Défense socialiste (1981-1989) de l'histoire du pays,

s'empressa de déclarer avoir découvert, puis dissout la structure existant dans le pays en 1984⁵.

Il s'agissait en fait d'un réseau de contre-guérilla (*Sheep Skin*, printemps 1955).

Si celui-ci se fondait sur un premier accord négocié entre le SIS, la CIA et l'état-major général grec, qui avait échoué sur la question du contrôle britannique des communications⁶, il semblerait qu'il s'agît uniquement d'un accord militaire visant à mettre en place une telle structure dans les UMF grecques, les *Lochoi Oreinōn Katadromōn* (Bataillon commando de montagne). A la différence de ce qui se faisait à la même époque en Allemagne et en France, ce choix de l'OPC s'expliquait par le retour d'expérience de l'opération Valuable, où les montagnes grecques furent une voie privilégiée pour les agents américains et britanniques qui se repliaient d'Albanie. Pour sécuriser cette route d'infiltration/exfiltration, mieux valait recourir à une unité armée constituée, un peu comme l'Osoppo italienne (1946-1956), et non à une structure *Stay-Behind*. Ce furent des militaires qui participèrent au coup d'Etat de 1967⁷. Des éléments du 11e Choc ne procédèrent pas autrement à Alger, en 1958 et 1961.

Comme les militants d'extrême-droite condamnés pour l'attentat de Peteano avaient saisi l'argument de l'anticommunisme, et donc du *Stay-Behind*, pour tenter de justifier leurs actes, les « armées secrètes de l'OTAN » se transformèrent en avant-gardes d'un nouveau fascisme⁸.

Empruntant du coup la propagande de l'ancienne Union soviétique, les découvertes politico-médiatiques devinrent des armes permettant un discours historique révisionniste. Les médias connaissaient une mutation sans précédent depuis que la « Guerre du Golfe » avait été diffusée en direct.

Le monde était devenu « communicable » ; les sujets d'intérêt public devinrent des construits médiatiques qui leur donnaient du sens. Une exigence de transparence se développa face aux opacités du pouvoir, aux zones d'ombre où se tramaient les pires machinations.

Pourtant, rares étaient les sujets qui pouvaient donner l'impression qu'actualités locale et globale ne faisaient qu'une. La chute du Mur de Berlin, symbole de la division d'une Europe, en avait été un. Les réseaux *Stay-Behind* en devenaient un autre, offrant la même forme de « espace cathartique collectif de projection et [de] lieu d'empathie⁹ » .

¹ Claude Patrice, « Face aux interrogations de l'opinion, M. Andreotti lève le voile sur le passé d'une structure armée parallèle patronnée par l'OTAN et la CIA », *Le Monde*, 7 novembre 1990.

² « Secret Cold-War Network Group Hid Arms, Belgian Member Says », *Reuters*, 13 novembre 1990 ; Clare Pedrick, George Lardner Jr, « CIA Organized Secret Army in Western Europe », *Washington Post*, 14 novembre 1990 ; Richard Norton-Taylor, « The Gladio File: Did Fear of Communism Throw West Into the Arms of Terrorists? », *The Guardian*, 5 décembre 1990.

³ Jonathan Kwitny, « A International Story, op. cit.

⁴ Hugh O'Shaughnessy, « Gladio : Europe's Secret Networks », *The Observer*, 18 novembre 1990 ; Ed Vulliamy, « Secret Agents, Freemasons, Fascists... and a Top-level Campaign of Political "Destabilization" », *The Guardian*, 5 décembre 1990.

⁵ « Spinne untern Schafsfell. In Südeuropa war die Guerilla truppe besonders aktiv auch bei den Militärputschen Griechenland und der Türkei », *Der Spiegel*, n° 48, 26 novembre 1990.

⁶ CIA, FOIA, CIA-RDP80B01676R002300060050-8, DAILY STAFF MEETING, 15 septembre et 28 novembre 1951.

⁷ Richard J. Aldrich, op. cit., p. 163 ; Jacques Baud, *Encyclopédie... op. cit.*, p. 668.

⁸ « La "red Gladio" continúa operando, según el ex agente Alberto Volo », *El País*, 19 août 1991.

⁹ Katharina Niemeier, *De la chute du mur de Berlin au 11 septembre 2001. Le journal télévisé, les mémoires collectives et l'écriture de l'Histoire*, Lausanne, Antipodes, 2011, p. 126.

Avec ce sujet, les dimensions nationale et internationale se chevauchaient et se nourrissaient réciproquement. Les révélations italiennes devenaient des réalités générales. Partout, l'extrême-droite aurait infiltré le programme *Stay-Behind*, répondant à une « stratégie de la tension » basée sur de spectaculaires attentats, décidée par une classe politique désireuse de mener des politiques liberticides, quand elle n'hésitait pas à réaliser des coups d'Etat.

Ainsi, en Allemagne, l'utilisation de la *Bund Deutscher Jugend* (Ligue de la jeunesse allemande) et de sa *Technischer Dienst* (Service technique), entre le 9 août 1950 et sa mise à jour dans la presse le 9 septembre 1952¹. Pourtant, il ne s'agissait que d'une « force paramilitaire » de l'OPC (nom de code LCPCROWL), aucunement liée au programme *Zipper* de l'Organisation Gehlen. Certes, les deux structures se ressemblaient, à ce détail prêt que LCPCROWL avait vocation à être une organisation de résistance opérant en zone soviétique de l'Allemagne². Il en allait de même pour les deux réseaux radio implantés à Berlin (Pastime) et dans le sud-ouest de l'Allemagne (*Kibitz*³), utilisant tous deux d'anciens soldats allemands, entre août 1950 et le printemps 1953.

Présentant trop peu d'intérêt pour la CIA et étant pénétrés par *Zipper*, ces deux réseaux furent démantelés.

Toute l'histoire de 1947 à 1990 était revisitée à travers le paradigme *Gladio*, du nom du *Stay-Behind* italien définitivement promu au rang de « mot valise » à usage politique et polémique, pour ne pas dire conspirationniste.

Surpris par les révélations du président du Conseil italien, les dirigeants politiques européens ne furent pas sans responsabilité dans cette évolution. Ils plaquèrent leur méconnaissance du dossier. Souvent nouveaux aux affaires, ils n'avaient pas tous été mis au courant de l'existence de tels réseaux par leurs services de renseignement. Pourtant, en Norvège, au moins jusqu'en 1978, aux Pays-Bas jusqu'en 1983, en Italie jusqu'en 1984⁴ et au Luxembourg jusqu'en 1987⁵, des briefings furent régulièrement organisés au sujet du *Stay-Behind* au profit des décideurs politiques et militaires.

Les intervalles dans leur information pouvaient s'expliquer par la permanence du personnel politique et militaire, voir la présence au sein des gouvernements, notamment en Italie et en France, de membres du Parti communiste ou d'affiliés.

Plutôt que d'assumer leur méconnaissance, les décideurs politiques cherchèrent à appliquer à cette question les élé-

ments de langage qui commençaient à devenir communs dans nos sociétés contemporaines. La France, suivie en cela par le Luxembourg (jusqu'en 2008) et l'Espagne, après avoir confirmé sa participation au programme⁶, préféra se retrancher derrière le secret-défense, ouvrant ainsi toutes les possibilités polémique. L'ancien directeur du SDECE (1982-1985), l'amiral Pierre Lacoste, reconnu, sans toutefois préciser davantage, qu'à travers le 11^e bataillon parachutiste de Choc, des éléments du *Stay-Behind*, purent avoir une action politique au moment de la fin de la guerre d'Algérie⁷.

De là à les faire intervenir dans l'opération Résurrection, qui permit au général de Gaulle de recouvrer le pouvoir au printemps 1958, ou aux attentats de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) - une réunion de tous les nostalgiques de l'Algérie française, déçus par la politique du même de Gaulle - le pas était aisément franchissable.

Des commissions d'enquête parlementaires se créèrent, en Italie et en Belgique, mais leurs conclusions, compte-tenu du climat politico-médiatique dans lequel elles baignèrent, limita la portée de leurs révélations.

Le cas le plus cocasse fut l'Espagne, d'où venait le secrétaire général de l'OTAN, Francisco Javier Solana de Madariaga⁸. Les révélations vinrent d'André Moyen⁹, ancien employé civil du SDRA belge, âgé de 86 ans. Il s'adressa à la presse belge, via le quotidien communiste *Drapeau Rouge*, le 14 novembre 1990. Il révéla son séjour, en octobre 1948, à Las Palmas, dans les îles Canaries, et de ses discussions avec deux agents de la Segunda Bis, le service de renseignement de l'état-major espagnol, qui se montrèrent « très bien informés au sujet de *Gladio*¹⁰ ». En fait, sa mémoire l'amena à confondre à son tour les opérations en cours. L'OSS avait bien installé une base à Las Palmas, reprise de l'Abwehr, le service de renseignement de l'armée nazie¹¹. Peut-être le BND en hérita en 1956¹². Pas pour y installer un *Stay-Behind* au bénéfice de l'Espagne, ou un centre d'entraînement à l'image de celui du Cap Marargiu, en Sardaigne, mais plutôt sa base de repli. Si une telle « opération *Stay-Behind* » dut exister, certainement dès le passage de Moyen, ce fut en Espagne continentale qu'il conviendrait de la chercher. Jusqu'en décembre 1951, le SIS disposa bien d'une opération, mais il dut l'abandonner à la CIA pour deux raisons : la première était financière, la seconde résultait de la méfiance croissante de la Dirección General de Seguridad (DGS) envers ce réseau qui s'était établi sans son autorisation.

¹ « *Geheimorganisation des Bundes Deutscher Jugend in Hessen ausgehoben* », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 octobre 1952.

² CIA, FOIA, LCPCROWL, VOL. 1_0036, Amendment n° 3, s.d. [janvier 1952].

³ *Ibid.*, KOPP, WALTER VOL. 2_0034, Review of Kibitz-15, 19 janvier 1953 ; Timothy Naftali, « *New Information on Cold War CIA Stay-Behind Operations in Germany and on the Adolf Eichmann Case* », <http://www.fas.org/sgp/eprint/naftali.pdf> [consulté le 16 février 2014].

⁴ Camera dei deputati, *op. cit.*, p. 113-115.

⁵ Gérald Arboit, « *Les réseaux...* », *op. cit.*, p. 153-155.

⁶ Fitchett, Joseph, « *Paris Says it Joined NATO "Resistance"* », *International Herald Tribune*, 13 novembre 1990.

⁷ Jonathan Kwitny, *op. cit.*

⁸ « *El secretario de la OTAN elude precisar si España tuvo relación con la red Gladio* », *El País*, 24 novembre 1990.

⁹ « *La red secreta de la OTAN operaba en España, según un ex agente belga* », *El País*, 14 novembre 1990.

¹⁰ « *Calvo Sotelo asegura que España no fue informada, cuando entró en la OTAN, de la existencia de Gladio* », *El País*, 21 novembre 1990.

¹¹ NARA, Record Group 226, Entry 210, Box 81, *Operational Suggestions for the Area of Rio de Oro, Ifni, the Canaries, and the Hinterland of Southern Morocco and French West Africa*, 15 juin 1943.

¹² CIA, FOIA, SATURN, 0023, *German Intelligence Service – Data for Wartime Use s.d.* [19 avril 1956].

¹³ *Ibid.*, CIA-RDP80B01676R002300060050-8, DAILY STAFF MEETING, 3 octobre et 19 décembre 1951.

Ce programme différait des réseaux que les Britanniques montèrent avec les Français en Europe du Nord. En effet, il ne s'agissait pas de constituer la matrice d'un mouvement de résistance, mais bien d'assurer une étape sur les voies d'évasion vers le Portugal, qui se rejoignaient toutes en Espagne. Il s'agissait toujours du même retour d'expérience de la Seconde Guerre mondiale. À partir d'août 1959, l'Espagne commença à être courtisée par la France et les Pays-Bas.

Des conférences de renseignement trimestrielles, alternatives entre Paris et Madrid, furent organisées¹.

Van Lynden envoya le commandant Einthoven préparer l'installation d'une base d'exil en Espagne, grâce aux contacts de l'ambassadeur néerlandais dans ce pays, Willem Cnoop Koopmans ; la gestion de l'infrastructure fut confiée au consul Johan Herman Laatsman, qui avait occupé des fonctions similaires à Paris durant la Seconde Guerre mondiale².

Avant 1964, par intérêt moins que par conviction, tous les autres membres de l'ACC firent à leur tour le déplacement de Madrid afin de sécuriser leur ligne d'infiltration/exfiltration.

Dix ans plus tard, en mars 1973, toujours pour ces raisons, l'Espagne fut invitée par la France à participer à un exercice d'infiltration/exfiltration au travers des Pyrénées.

Cette même année, par deux fois, à Bruxelles puis à Paris, la candidature de ce pays à la CPC, défendue par le SDECE et la CIA, fut refusée par les membres de l'OTAN³. L'adhésion de l'Espagne à l'Alliance atlantique, le 30 mai 1982, ne facilita pas plus son intégration au programme *Stay-Behind*.

Dès le 28 octobre, le changement inattendu de majorité gouvernementale outre-Pyrénées amena une révision des conditions de participation du pays à l'OTAN qui dura jusqu'au référendum du 12 mars 1986. Cette période de plus de trois ans ne fut pas propice à l'entrée du nouveau service espagnol Centro Superior de Información de la Defensa (CESID) dans les structures clandestines de l'OTAN.

Lorsque le CPC se décida à l'inviter en 1987, il se heurta à un refus espagnol. Derrière celui-ci se trouva certainement la volonté gouvernementale de cacher à la communauté du renseignement ainsi réunie son implication dans un mouvement paramilitaire, les Grupos Antiterroristas de Liberación (GAL) qui, d'octobre 1983 à juillet 1987, luttait contre le terrorisme basque des deux côtés des Pyrénées par un terrorisme d'Etat assimilable à la « stratégie de la tension » italienne⁴. Mais cela n'avait rien à voir avec le programme *Stay-Behind*, comme l'avait compris le gouvernement espagnol.

¹ SHD/DAT, 9 Q1 24/3, 26 août 1959.

² Paul Koedijk, « Gladio in Nederland. De geschiedenis van een halve eeuw complot tegen de vijand ! [Gladio aux Pays-Bas. L'histoire d'un demi-siècle complot contre l'ennemi] », *Vrij Nederland*, 25 janvier 1992 ; Roger Faligot, Rémy Kauffer, *Les maîtres espions. Histoire mondiale du renseignement*, 2, De la guerre froide à nos jours, Paris, Robert Laffont, 1994, p. 55.

³ Gerardo Serravalle, *op. cit.*, p. 133.

⁴ Cf. Gilles Ferragu, *Histoire du terrorisme*, Paris, Plon, 2014.

CONCLUSION

Il n'y a pas plus d'« armées secrètes de l'OTAN », concept inopérant d'analyse, que de réseau *Stay-Behind* unique, pas plus que le modèle italien de *Gladio* expliquerait le programme mis en œuvre à partir de 1947. Pour comprendre son originalité, il faut d'abord bien percevoir les contingences géopolitiques de l'époque, qui permirent l'apparition d'un modèle britannique-français en Europe du Nord, différent de ce que les Américains développèrent en Allemagne et en Italie.

Il faut aussi avoir bien en mémoire la trilogie du document-cadre du CPC de novembre 1952 (renseignement, infiltration/exfiltration, actions) qui tenta de concilier les deux concepts de réseaux *Stay-Behind*. S'ajoutaient encore les réalités géographiques et les contingences politiques auxquelles chaque service de renseignement fut confronté nationalement. Chaque pays fit selon ses moyens et sa volonté.

D'évidence, des petits pays comme le Danemark et le Luxembourg, enclavés entre des pays plus grands et plus impliqués dans la Guerre froide, ne développèrent qu'une filière d'infiltration/exfiltration. Ils ne disposèrent pas de compétences pour mener d'autres opérations. Aussi se bornèrent-ils à envisager de guider les UMF en cas d'invasion soviétique.

Quant au renseignement, ils ne purent que répercuter des informations déjà parvenues au SHAPE ou à l'AFCENT. La Norvège, et les réseaux scandinaves que son service gère, se spécialisa plutôt sur le renseignement, notamment électromagnétique, c'est-à-dire à base d'interceptions des communications des unités, essentiellement navales, soviétiques croisant dans la Baltique et dans l'océan Arctique.

Placés sur la ligne de front probable, compte-tenu du retour d'expérience de la Seconde Guerre mondiale, le *Stay-Behind* allemand fut surtout tourné vers le soutien opérationnel aux UMF, mais agit aussi bien en Autriche neutre qu'en Allemagne de l'Est. De son côté, voyant converger vers son territoire national toutes les filières, la France adapta son dispositif en conséquence. Quant à l'Italie, confrontée aux mêmes problèmes que sa voisine ultra-alpine, mais également placée en même temps en première ligne comme l'Allemagne, elle dut inventer un autre modèle. Evidemment, tous les services de renseignement dotèrent leur réseau *Stay-Behind* d'un peu toutes les fonctions, ne serait-ce que pour protéger la structure clandestine. Au final, celui-ci devait assurer l'évasion des décideurs du pays et constituer la matrice de la future résistance qui devait permettre la reconquête.

Le rôle de l'Espagne et du Portugal, comme de la Grande-Bretagne d'une certaine façon, étaient plus délicats à définir.

D'une part parce qu'ils n'apparaissaient pas dans le document établi par la CIA en février 1965, listant tous les réseaux financés par l'Agence. D'autre part, pour la péninsule ibérique, des éléments d'appréciation provenaient de la situation vécue entre 1940 et 1945. Le souvenir de la prison de Miranda était présent à l'esprit de tous les décideurs qui lancèrent le programme *Stay-Behind*, aussi bien politiques, militaires que membres des services de renseignement. Par tous les moyens, il fallait éviter ces incarcérations inutiles de jeunes gens prêts à reprendre le combat, de cadres prêts à contribuer au redressement national depuis leur exil. Aussi, l'Espagne et le Portugal ne donnèrent pas naissance à des structures similaires à celles d'AFCENT, mais créèrent des bases de transit. Si les planificateurs pouvaient comprendre que l'Europe occidentale, comme le 10 mai 1940, ne résisterait pas au rouleau compresseur soviétique, ils n'osèrent envisager qu'il pût aller au-delà des Pyrénées.

De même, il était évident que Londres serait à nouveau appelée à devenir la capitale de la résistance à l'oppression.

Là encore, pas besoin de *Stay-Behind*, puisqu'il y avait la *Home Guard*, pas celle de la Seconde Guerre mondiale, démobilisée le 31 décembre 1945, mais celle recréée en décembre 1951. Démantelée en juillet 1957, lui succédât, au début des années 1980, la *Home Service Force*, dissoute à son tour en 1993¹. Et le document de 1965 listait un « soutien de la CIA au MI6 pour l'entraînement par le MI6 des agents *Stay-Behind* tripartites² ».

Comme il n'existe pas un type de réseau *Stay-Behind*, il n'y a pas plus de coordination unique. La mutation de 1958-1959 n'a pas assez été perçue par les thuriféraires des « armées secrètes de l'OTAN ». Comité ad-hoc du SHAPE, le CPC ne fut rien d'autre que la chambre d'enregistrement de la volonté du commandement militaire intégré qui cherchait autant à standardiser les procédures clandestines qu'à disposer d'une UMF et d'un service de renseignement à sa seule discrétion. Les services européens de renseignement à l'origine du programme *Stay-Behind* ne purent l'accepter et ils recréèrent le Comité clandestin de l'Union occidentale, rebaptisé ACC, qu'ils ouvrirent à d'autres services qui viendraient à se doter de réseaux clandestins respectant la philosophie imaginée au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Restèrent ainsi en dehors les structures montées par la CIA en Méditerranée. Leur finalité n'était pas l'infiltration/exfiltration, mais répondait à des impératifs de guerre clandestine. Au demeurant, l'Europe ne fut pas le seul continent à voir se constituer des réseaux *Stay-Behind*.

¹ Simon Paul MacKenzie, *The Home Guard. A Military and Political History*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

² CIA, FOIA, AEDEPOT, 2, 0012, Memorandum WUDEPOT, 8 mars 1965, Annexe [26 février 1965].

Les opérations clandestines des Etats-Unis en Asie (Iran, Pakistan, Taïwan, Thaïlande), au Proche-Orient, en Afrique (Congo) et à Cuba¹, s'accompagnèrent toujours de la mise sur pied de telles structures, parfois complétées par des opérations spéciales (comme au Tibet, au Vietnam et au Laos).

Ce n'est plus les armées secrètes de l'OTAN qu'il faudrait alors évoquer, mais bien les armées secrètes de la CIA².

De ce point de vue, il n'y a rien de nouveau...

Gérald ARBOIT

Mai 2016

¹ *Ibid.*

² *Directeur de la CIA à NSC, 8 mai 1951, p. 144 ; Ibid., 23 avril 1952, p. 253 ; NSC 13510, 15 août 1952, p. 326-327 et NSC à Truman, 2 septembre 1952, p. 327 ; NSC 5412/1, 12 mars 1955, p. 409, in Douglas Keane, Michael Warner, op. cit.*

RAPPORTS DE RECHERCHE

■ RAPPORTS DE RECHERCHE DU CF2R

Les Rapports de recherche (RR) publiés par le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) sont des travaux de recherche approfondis menés par un ou plusieurs de ses chercheurs, afin d'apporter des éléments d'information nouveaux sur un sujet d'actualité. Ces rapports sont téléchargeables sur notre site www.cf2r.org.

■ CHLOÉ AEBERHARDT ET ALII

Des femmes dans le renseignement belge : un défi permanent

Rapport de recherche n° 17, mars 2016.

■ CHRISTIAN DARGNAT

2015-2016 : années d'inflexion de la stratégie géo-économique chinoise

Rapport de recherche n° 16, février 2016.

■ OLIVIER DUJARDIN

Le renseignement technique d'origine électromagnétique appliqué au radar (ELINT)

Rapport de recherche n° 15, octobre 2015.

■ OLIVIER GUILMAIN

Le Smart Power au secours de la puissance américaine

Rapport de recherche n° 14, mars 2015.

■ LESLIE VARENNE ET ERIC DENÉCÉ

Racket américain et démission d'État. Le dessous des cartes du rachat d'ALSTOM par General Electric

Rapport de recherche n° 13, décembre 2014.

■ DR FARHAN ZAHID

Operation Cyclone and its Consequences

Rapport de recherche n° 12 (en anglais), août 2014.

■ DR FARHAN ZAHID AND HAIDER SULTAN

The US Objectives in GWOT and their Effects on AfPak Theater

Rapport de recherche n° 11 (en anglais), juillet 2014.

■ DR FARHAN ZAHID

Islamist Radicalization in South Asia. Origins, Ideologies and Significance of Radical Islamist Violent Non-State Actors

Rapport de recherche n° 10 (en anglais), mai 2014.

■ GÉRALD ARBOIT

Le renseignement, dimension manquante de l'histoire contemporaine de la France

Rapport de recherche n° 9, mars 2013.

■ ERIC DENÉCÉ & GÉRALD ARBOIT

Les études sur le renseignement en France

Rapport de recherche n° 8, novembre 2009.

■ NATHALIE CETTINA

Communication et gestion du risque terroriste

Rapport de recherche n° 7, mars 2009.

■ PHILIPPE BOTTO

Noukhaev et le nationalisme tchéchène

Rapport de recherche n° 6, septembre 2008.

■ ALAIN RODIER

La menace iranienne

Rapport de recherche n° 5, janvier 2007.

■ NATHALIE CETTINA

Spécificités de la gestion organisationnelle de la lutte antiterroriste en Corse

Rapport de recherche n° 4, mars 2006.

■ GÉNÉRAL ALAIN LAMBALLE

Terrorism in South Asia

Rapport de recherche n° 3 (en anglais), novembre 2005.

■ MICHEL NESTERENKO

Project for a New American Century : la politique des néoconservateurs derrière la guerre contre la terreur

Rapport de recherche n° 2, octobre 2005.

■ ERIC DENÉCÉ

Le développement de l'islam fondamentaliste en France : conséquences sécuritaires, économiques et sociales

Rapport de recherche n° 1, septembre 2005.

■ RAPPORTS DE RECHERCHE CF2R/CIRET-AVT

Les rapports publiés en partenariat avec le Centre international de recherche et d'étude sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) font suite à des missions d'évaluation de terrain réalisées dans le cadre d'une mission internationale francophone.

■ SOUS LA DIRECTION D'ERIC DENÉCÉ

Syrie : une libanisation fabriquée. Compte-rendu de mission d'évaluation auprès des protagonistes de la crise syrienne"

Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, janvier 2012 (traduit en anglais et en arabe).

■ YVES BONNET

Iran : l'oublié du printemps

Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, Décembre 2011.

■ SOUS LA DIRECTION D'ERIC DENÉCÉ (CF2R) ET D'YVES BONNET (CIRET-AVT)

Libye : un avenir incertain, Compte-rendu de mission d'évaluation auprès des belligérants libyens

Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, avril 2011 (traduit en anglais et en italien).



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

Centre Français de Recherche
sur le Renseignement (CF2R)

21 boulevard Haussmann
75009 Paris
FRANCE

Courriel : info@cf2r.org
Tel. 33 (1) 53 43 92 44
Fax 33 (1) 53 43 92 00

www.cf2r.org





Centre Français de Recherche sur le Renseignement

Centre Français de Recherche
sur le Renseignement (CF2R)

21 boulevard Haussmann
75009 Paris
FRANCE

Courriel : info@cf2r.org

Tel. 33 (1) 53 43 92 44

Fax 33 (1) 53 43 92 00

www.cf2r.org

